



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT



- ◎ **Accès à l'information:
bonnes pratiques de Dimitra**
- ◎ **Dossier: Radio et TIC en milieu rural**
- ◎ **Recherche-action et l'accès des femmes au foncier**

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Bienvenue dans ce numéro 20 du bulletin FAO-Dimitra!

C'est avec plaisir que nous vous annonçons la sortie de plusieurs nouvelles publications de la FAO. Je commencerai par le nouveau rapport phare de la FAO qui se concentre, pour la première fois en 23 ans, sur le genre et les femmes rurales dans l'agriculture. Il s'agit de l'édition 2010-2011 de La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA): «*Le rôle des femmes dans l'agriculture. Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*». Le rapport soutient qu'en comblant le fossé entre les hommes et les femmes en matière d'accès et d'utilisation des ressources et des services, on pourrait libérer le potentiel productif des femmes, ce qui conduirait à une augmentation substantielle de la production agricole et à la réduction de 100 à 150 millions du nombre de personnes souffrant la faim dans le monde.

L'équipe Dimitra a préparé deux nouvelles publications traitant de sujets encore peu explorés dans le domaine du genre et de l'accès à l'information et à la communication en milieu rural. La première publication, «*Communiquer le genre pour le développement rural. Intégrer le genre dans la communication pour le développement*», souligne l'importance de l'incorporation des questions de genre dans la communication participative au service du développement afin de garantir l'appropriation du développement par les populations rurales, en particulier les plus désavantagées, et pour contribuer à promouvoir l'autonomisation économique et sociale des femmes. Elle propose aussi des ouvertures pratiques pour passer de la théorie à la pratique. La seconde publication, «*Les clubs d'écoute communautaires. Un tremplin pour l'action en milieu rural*», relate l'expérience unique des clubs d'écoute communautaires mis en place par Dimitra et ses partenaires en République Démocratique du Congo et au Niger et se termine par des orientations concrètes pour créer des clubs d'écoute communautaires.

Le bulletin contient également un dossier spécial sur l'utilisation des radios et des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales. Il rassemble plusieurs expériences dans ce domaine, depuis un forum électronique sur le genre, les TIC et les moyens d'existence en milieu rural. Il décrit également l'emploi de la radio communautaire participative pour autonomiser les populations

rurales et de la communication pour le développement afin d'aborder les problèmes liés au changement climatique et à la sécurité alimentaire. La série Portraits de femmes présente Dorothy Okello de WOUGNET, en Ouganda, qui nous parle du rôle que nous pouvons et devons jouer dans l'utilisation des TIC au service du développement durable pour tous.

Le thème de l'accès des femmes à la propriété foncière, une question critique pour le développement rural, est traité dans deux articles. L'Alliance foncière d'Ouganda (Uganda Land Alliance - ULA) explique que même si l'intégration du genre dans les politiques foncières a été fort acclamée dans le pays, la réalité est toute autre. Au Sénégal, les principaux résultats préliminaires d'une recherche-action sur le foncier (GRAFOSEN) montrent que l'exclusion et la marginalisation sont les deux termes qui qualifient le mieux la situation des femmes et leur accès à la terre et aux ressources dans les régions rurales du Sénégal. Egalement au Sénégal, un symposium international sur l'horticulture urbaine et péri-urbaine, auquel le Programme Gestion des connaissances et genre a activement participé, a été organisé par la FAO et le Ministère sénégalais de l'Agriculture afin de sensibiliser et d'encourager le partage des connaissances sur ce sujet.

Vous trouverez enfin plusieurs articles sur une variété de sujets : les activités de capitalisation et d'échange des connaissances menées par le Programme de promotion des micro-entreprises rurales (PROMER) au Sénégal, des articles provenant des partenaires de Dimitra au Maroc et au Burkina Faso sur des initiatives relevant du domaine des activités rémunératrices, ainsi que le résumé d'un rapport sur «*Emploi rural décent : une voie pour sortir de la pauvreté*», publié conjointement fin 2010 par la FAO, le Fonds International de développement agricole (IFAD) et l'Organisation internationale du travail (ILO).

Nous vous souhaitons bonne lecture de ce bulletin et attendons avec impatience de recevoir vos réactions!

Marcela Villarreal
Directrice
Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et l'emploi rural (ESWD)
Département du développement économique et social de la FAO

Sommaire

- 3 | Bonnes pratiques de Dimitra: genre et accès à l'information et la communication
- 4 | Dossier Radio & TIC en milieu rural
 - 4 | Forum e-Agriculture sur le genre, les TIC et les moyens d'existence en milieu rural
 - 5 | Burundi – La radio communautaire, outil de développement des femmes rurales
 - 6 | Communication pour le développement, adaptation au changement climatique et sécurité alimentaire
 - 8 | La radio participative appuyée par Freedom Fone
 - 10 | RDC – REEnforcement des RADios locales du Katanga (RefRaK)
- 11 | Portraits de Femmes – Dorothy Okello
- 13 | L'accès des femmes au foncier : l'expérience du Uganda Land Alliance
- 14 | Sénégal – Dernière ligne droite pour la recherche-action sur les femmes et le foncier GRAFOSEN
- 16 | Afrique de l'Ouest/Sénégal – Le partage des savoirs pour promouvoir le développement rural
- 17 | Symposium international sur l'horticulture urbaine et péri-urbaine
- 18 | Burkina Faso – Intégrer une approche genre dans les activités génératrices de revenu
- 20 | Maroc – Un métier peu commun pour les femmes : jardinière professionnelle
- 21 | Emploi rural décent : une voie pour sortir de la pauvreté
- 22 | SOFA 2010-2011 – Vers la sécurité alimentaire : Réduire le fossé hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture et de l'emploi rural
- 23 | Ressources



© Federica Matteoli

CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5490168
Marie TULLY, Assistante de projet, ☎ +32 2 5490285
Yannick DE MOL, Expert Associé (Sénégal), ☎ +221 338891632
☎ +32 2 5490314 – e-mail : dimitra@dimitra.org – www.fao.org/dimitra

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme : Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur : Parys Printing, Evergem-Gand



© Dimitra



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable : Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Bonnes pratiques de Dimitra: genre et accès à l'information et la communication

Dimitra partage le fruit de plusieurs années de travail dans le domaine de l'information et de la communication en milieu rural en publiant deux nouveaux ouvrages qui reflètent les valeurs et la philosophie du projet: l'écoute, le partage des savoirs et des expériences et l'innovation dans le domaine de la communication dans une perspective d'égalité entre les hommes et les femmes. Les deux ouvrages sont brièvement présentés ci-dessous.

Communiquer le genre pour le développement rural. Intégrer le genre dans la communication pour le développement

Cette publication est l'aboutissement d'un processus qui a conduit le projet Dimitra à organiser avec ses partenaires une série d'ateliers participatifs au Sénégal, en République démocratique du Congo et au Niger sur le thème de l'intégration du genre dans la communication pour le développement en milieu rural.

Elle met l'accent sur la puissante synergie entre l'approche genre et l'approche de la communication pour le développement afin de garantir que les intérêts, spécificités, besoins et aspirations des hommes et des femmes soient davantage pris en compte dans les projets et les programmes qui les concernent, et pour mieux atteindre les objectifs de sécurité alimentaire, de nutrition et d'égalité entre les hommes et les femmes.

Cette interaction genre-communication pour le développement joue un rôle novateur et décisif, en facilitant un processus par lequel les populations rurales, en particulier les plus démunies, ont l'occasion de s'approprier leur propre développement et de se prendre en main.

La publication s'adresse à tous les agent-e-s de développement, sans se limiter nécessairement aux communicateurs/trices ruraux ou aux responsables de l'information dans les institutions et initiatives de développement car qui est engagé dans le changement est d'évidence engagé dans une dynamique de communication.

Après présentation des concepts et de la justification, elle propose des ouvertures concrètes pour la mise en pratique, reprenant notamment les différentes étapes d'une action de communication « revisitées » sous l'angle du genre.



Les clubs d'écoute communautaires. Un tremplin pour l'action en milieu rural

L'expérience unique des clubs d'écoute communautaires mis en place par Dimitra avec ses partenaires en République démocratique du Congo et au Niger est racontée dans cette publication. On y trouvera des détails sur l'histoire, la mise en place et le fonctionnement de ce mécanisme auto-organisé d'information et de communication centré sur l'action. La publication décrit aussi les résultats remarquables obtenus dès la mise en place des clubs d'écoute: augmentation des flux d'information, promotion de l'autonomisation économique et sociale des communautés rurales, collaboration et concertation de ces dernières ainsi que participation à leur propre développement, contribution à l'égalité hommes-femmes, mobilisation sociale, leadership féminin, mise en réseau des personnes et groupes isolés, etc.

Les clubs d'écoute se sont affirmés comme moyen efficace pour les communautés rurales isolées, essentiellement pour les femmes, d'accéder à l'information et de s'engager dans une communication participative, devenant en quelque sorte un tremplin pour l'action. Ils

sont de véritables groupements citoyens dans lesquels les membres partagent leurs préoccupations et besoins, obtiennent des informations autrement inaccessibles et entreprennent ensemble des actions constructives.

Dans ce processus, la radio communautaire est utilisée en tant que média d'information et relais pour la communication et favorise l'instauration de flux d'information et de communication. Pour écouter les émissions et interventions et pour s'écouter, les clubs ont été dotés de récepteurs radios fonctionnant grâce à l'énergie solaire et à manivelle. Dans certains cas, l'utilisation de téléphones portables est un complément important du mécanisme.

L'ouvrage se conclut par des orientations pour la création des clubs d'écoute communautaires qui seront utiles à ceux/celles qui envisagent de mettre en place des clubs similaires en tenant compte des spécificités de leur contexte.



* Ces deux publications peuvent être téléchargées sur le site Dimitra: www.fao.org/dimitra/dimitra-publications/publications/fr
Des exemplaires peuvent être obtenus sur simple demande auprès de Dimitra (dimitra@dimitra.org).

Forum e-Agriculture sur le genre, les TIC et les moyens d'existence en milieu rural

La communauté « e-Agriculture » est composée de personnes originaires du monde entier qui échangent des informations, des idées et des ressources liées à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement durable, dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche.



Cette communauté représente plus de 7.000 personnes issues de 150 pays et comprend notamment des représentants d'ONG, des spécialistes de l'information et de la communication, des agriculteurs-trices, des chercheurs, des étudiant-e-s, des responsables politiques, des représentants du monde des affaires, etc. Ses membres ont plusieurs objectifs en commun : partager leurs connaissances, apprendre les uns des autres et améliorer la prise de décisions concernant l'utilisation des TIC. Le but final étant d'aider les communautés rurales à s'autonomiser, à améliorer leurs moyens d'existence tout en garantissant la durabilité de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Sous sa forme la plus simple, le partage des connaissances implique un dialogue constructif. C'est pourquoi l'une des activités les plus populaires de la communauté est le forum. Les thèmes traités sont proposés par les membres de la communauté et les discussions animées par des institutions partenaires spécialisées dans différents domaines de l'utilisation des TIC pour le développement.

La communauté reconnaît le rôle essentiel joué par les femmes dans l'agriculture, ainsi que les avantages que les TIC peuvent offrir en ce qui concerne leurs moyens d'existence. Elle n'est pas non plus sans savoir que les TIC ne profitent pas toujours aux femmes comme elles le devraient. Afin d'en apprendre davantage, la communauté collabore depuis un certain temps déjà avec des organisations spécialisées telles que GenARDIS, l'Association pour le Progrès des Communications (APC), le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et d'autres encore. En juin 2010, la communauté a hébergé un forum virtuel

(une réunion organisée sur Internet) consacré au thème « Genre, TIC et moyens d'existence en milieu rural ». Cette discussion d'une durée de deux semaines impliquant des experts, des agent-e-s de développement et des femmes utilisant les TIC dans leur travail a débouché sur la publication d'une note de synthèse (en anglais, en français et en espagnol) destinée à faciliter l'élaboration de bonnes pratiques.

Le forum a souligné que si l'on oublie la dimension de genre dans les initiatives de développement rural utilisant les TIC, on ignore du même coup la possibilité d'améliorer la situation socio-économique des femmes, qui constituent la catégorie la plus importante et la plus active des populations rurales. Lors de la conception des projets de développement, il faut tenir compte du fait que les femmes font partie intégrante des ménages, des familles et des communautés, et que les questions de genre varient d'une communauté à l'autre. C'est là un aspect important si l'on veut comprendre l'incidence que peuvent avoir les TIC sur les systèmes sociaux complexes, et sur les femmes en particulier.

Les participants au forum ont observé qu'en milieu rural, il arrive rarement que les femmes accordent la priorité aux TIC dans leur vie quotidienne car elles disposent de peu de temps et sont en général moins à l'aise que les hommes quand il s'agit d'utiliser les TIC. L'on constate également l'existence d'autres défis :

- les femmes ont des revenus et des ressources limités à consacrer à l'utilisation des TIC ;
- les femmes et les jeunes filles sont souvent analphabètes et n'ont pas accès à l'éducation ;
- les stéréotypes et la socialisation basés sur le genre véhiculent l'idée selon laquelle « la technologie n'est ni pour les filles, ni pour les femmes » ;
- dans de nombreuses communautés rurales, les hommes contrôlent la technologie, ce qui empêche les femmes de comprendre en quoi les TIC peuvent contribuer à l'amélioration de leurs moyens d'existence ;
- un renforcement des capacités axé uniquement sur les compétences liées à la technologie n'est pas suffisant.

Face à ces défis, les participants ont proposé des solutions fondées sur leurs propres expériences et bonnes pratiques. La mise en œuvre de projets de qualité est à même de modifier,

grâce à des activités de formation pratique et participative, l'idée négative que les femmes se font des TIC. Parmi les recommandations issues du forum, citons les points suivants :

- les gouvernements devraient soutenir et promouvoir l'utilisation des TIC par les femmes et les jeunes filles ;
- les technologies appropriées telles que le téléphone mobile ou la radio communautaire, qui n'exigent pas de savoir lire et écrire, devraient être promues ;
- les projets devraient utiliser des concepts globaux, transparents et participatifs pour impliquer les femmes et les hommes des communautés en vue d'éviter de possibles violences basées sur le genre ;
- il convient de mobiliser les contenus locaux délivrés via les TIC, qui sont utiles et pertinents pour les femmes ;
- les formations de femmes facilitées par des femmes ont en général plus de succès ;
- à court terme, le choix de technologies conviviales, abordables et robustes se révèle approprié ;
- les stratégies à long terme devraient porter sur l'alphabétisation afin d'étendre le choix et l'utilisation des TIC ;
- les interventions de formation doivent tenir compte des conditions culturelles et sociales, et devraient être menées là où les femmes ont déjà l'habitude de se réunir entre elles.

Dans le cadre des activités de supervision et d'évaluation, il convient de porter une attention particulière au genre afin que les bonnes pratiques puissent servir de base aux interventions politiques. Ceci demande de disposer de données désagrégées par sexe afin de comprendre de quelle façon les femmes et les hommes accèdent aux TIC, comment elles/ils les utilisent pour leurs activités agricoles et comment améliorer cette utilisation.

✳ Pour de plus amples informations sur le forum et pour la note de synthèse :

www.e-agriculture.org/sites/default/files/uploads/media/French_Gender_PolicyBrief_2ndE.pdf

On trouvera également de la documentation concernant les TIC et les femmes :

www.e-agriculture.org/fr/journée-internationale-de-la-femme

✳ Un forum de suivi en français « Genre, TIC et moyens d'existence en milieu rural » a été organisé du 9 au 27 mai 2011 : www.e-agriculture.org/fr/forums



Burundi – La radio communautaire, outil de développement des femmes rurales

Au Burundi, la radio communautaire « Ijwi ry'umukenyenzi » (La voix de la femme) de Giheta a aidé la population à comprendre que les femmes rurales peuvent être économiquement autonomes, prospères et épanouies, avoir leur propre lopin de terre et le gérer, participer à la prise de décision dans toutes les instances et, enfin, qu'elles peuvent jouir de tous leurs droits, tout comme leur mari ou leur frère.

Il n'y a même pas 20 ans, nombreuses étaient les femmes au Burundi qui croyaient que leur vie et leur développement reposaient sur leur époux. Si la richesse familiale provenait de la terre, elles étaient convaincues que seul leur mari pouvait assurer une agriculture moderne et productive. L'élevage, le commerce, la couture... tout était l'apanage de l'homme. Mais la crise sociopolitique qui a éclaté au Burundi en 1993 et le déplacement massif de population qu'elle a entraîné ont bouleversé la vie des familles et contribué à changer les mentalités. Les hommes ayant péri lors de la guerre, les femmes se sont souvent retrouvées chefs de ménage devant tout faire pour subvenir aux besoins de la famille.

C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement associatif féminin burundais : pour être plus fortes, les femmes se sont rassemblées pour créer des associations leur permettant d'échanger des expériences. C'est aussi à cette époque que les associations féminines, qui avaient bien compris que les femmes avaient beaucoup à partager, ont initié la création de radios communautaires. La radio communautaire Ijwi ry'umukenyenzi de Giheta, une des communes de la province de Gitega, au centre du Burundi, en est un exemple.

La radio communautaire, outil incontournable

Marie Goreth Bwoyero, de Garukiribondo, une association féminine voisine de la radio Ijwi ry'umukenyenzi qui contribue beaucoup aux émissions de la radio, explique l'apport de celle-ci à la vie des associations :

« Traditionnellement, seuls l'agriculture et l'élevage étaient pratiqués par les ménages burundais pour assurer leur survie. A partir de l'année 1995, les organisations féminines et les ONG ont commencé à organiser des formations qui ont permis aux femmes d'acquérir de nouvelles connaissances et de mieux s'organiser. C'est dans ce cadre que des associations ayant de nouvelles visions sont nées : des associations d'alphabétisation, de microcrédit, de couture, de conservation des récoltes, de soutien des orphelins et des veuves, de fabrication de savon, etc. Mais il y a eu aussi des organisations qui ont aidé les femmes à comprendre les lois, par exemple sur la succession. Et la radio communautaire a aidé ces associations à partager leur expertise et leurs expériences. »



Les groupements de microcrédit « Kazoza Keza » (Meilleur Avenir) à Giheta, encadrés par CARE International, en sont un bon exemple. Suite à une formation en microcrédit, les femmes membres ont commencé à cotiser 100 francs burundais (FBU) – soit 0,05 euros – par semaine. Après avoir collecté 100.000 FBU, les groupements ont octroyé des crédits à leurs membres, avec un intérêt minimal. Ces crédits leur permettaient de commencer un petit projet pour améliorer la situation familiale. Les formations en microcrédit ont été accompagnées de formations dans d'autres domaines tels que l'alphabétisation des adultes, le code de la famille, etc.

Sensibilisation des hommes

Le premier groupement bénéficiaire de la formation en microcrédit a animé une émission du programme « Iterambere » (Développement) de la radio communautaire sur son expérience. Cette émission a eu un rôle très important pour la sensibilisation d'autres femmes, et... des hommes. Avant l'avènement de la radio communautaire à Giheta, les hommes ne voulaient pas que leurs femmes s'organisent en groupements ou associations. Ils argumentaient que c'était une perte de temps. Mais quand ils ont suivi l'émission de radio dans laquelle des femmes expliquaient comment elles avaient appris, grâce à leur association, à organiser des microcrédits, ils ont vite compris que c'était utile que leurs épouses soient membres et acquièrent également de nouveaux outils de développement !

Désormais, à Giheta, hommes et femmes se retrouvent dans les mêmes associations et, s'ils ont la chance d'obtenir un microcrédit en même temps, ils mettent leurs moyens ensemble pour développer des projets communs. Ainsi, les ménages de Giheta ont compris que la femme a aussi la capacité de contribuer au développement.

* Pour plus d'informations, contacter
CAFOB, Collectif des Associations et ONG
Féminines du Burundi
Anne-Spès Nishimwe, Chargée de la
Communication et du Plaidoyer
B.P. 561
Bujumbura, Burundi
Tél: +257 79 904 867
E-mail: cafob.cafob1@yahoo.fr

Création d'un atelier de couture

Une famille a contracté un crédit pour initier un atelier de couture et a acheté six machines à coudre. Après une année seulement, elle avait déjà terminé de rembourser son crédit et en plus elle avait pu se procurer quatre autres machines ! Aujourd'hui, cette famille dispose d'un atelier de couture avec dix machines à coudre et a créé de l'emploi pour plusieurs tailleurs.

Communication pour le développement, adaptation au changement climatique et sécurité alimentaire

L'Initiative Communication pour le Développement Durable (ICDD) est un projet initié par la FAO et le Ministère italien de l'environnement et du territoire afin de promouvoir la communication pour le développement dans les domaines du changement climatique et de la sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire mondiale est menacée par les nouveaux problèmes liés au changement climatique. La désertification, les inondations, et autres phénomènes climatiques extrêmes sont à l'origine d'une baisse de la productivité agricole et ont un impact négatif sur les moyens d'existence des populations.

Pour parer à ces défis, il est nécessaire de mettre en place un cadre politique centré sur les personnes. Ce cadre permettra d'appuyer les moyens d'existence des populations rurales dans les pays en développement et d'accroître la résilience des systèmes de production alimentaire. Ceci demande une combinaison de mesures – à court, moyen et long terme – pour renforcer les institutions rurales, faciliter le partage des connaissances et de l'information et encourager la participation des populations. En effet, l'adaptation au changement climatique passe par des actions concertées de nature multidisciplinaire, par la participation de parties prenantes multiples et par un processus d'apprentissage social.

L'utilisation de ComDev

La communication pour le développement (ComDev) joue un rôle majeur dès lors qu'elle associe des méthodes et processus participatifs à une palette de médias et d'outils allant

des radios rurales aux technologies de l'information et de la communication. Ce faisant, la ComDev cherche à répondre aux besoins en information des populations rurales et autres parties prenantes.

L'initiative ICDD cherche à renforcer et élargir les services de la ComDev en Bolivie, au Bangladesh, dans les Caraïbes et en République démocratique du Congo et à cet effet, met à disposition des méthodes et des outils de communication adaptés aux besoins locaux.

Par exemple, en Bolivie, le projet a utilisé et ajusté la méthodologie d'évaluation de la communication rurale participative¹ aux questions relatives à l'innovation agricole et à l'adaptation des communautés au changement climatique. En RDC, l'accent est mis sur les radios rurales, qui ont un rôle fondamental à jouer dans le partage des connaissances sur les technologies agricoles.

Le projet développe des partenariats et des collaborations avec des institutions et des programmes de développement, des universités, des ONG et des groupes parlementaires pour renforcer les capacités en matière de communication pour l'adaptation au changement climatique et à la sécurité alimentaire.

Pour ce faire, la stratégie de l'Initiative ICDD comporte trois dimensions :

Le partage des connaissances

Systématisation et diffusion internationale des expériences et leçons apprises sur l'utilisation des méthodes et outils de la ComDev pour l'adaptation au changement climatique, à la sécurité alimentaire et aux domaines qui y sont liés (par exemple, la gestion des ressources naturelles et des risques liés aux catastrophes). Cela se fait grâce à des rapports, des publications et du matériel de formation. L'ICDD utilise aussi les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et son propre site Internet (www.csdinitiative.org).

Le renforcement des capacités

Mise en réseau et partenariats sont deux aspects essentiels pour appuyer les institutions rurales et les populations dans l'utilisation de la ComDev et pour promouvoir la communication dans leur programme de développement. Plusieurs réseaux ont été renforcés dans différentes régions afin de mieux diffuser l'information et de dynamiser la coopération entre institutions, ONG, et professionnels de la communication.

L'assistance technique

Les activités de l'ICDD sur le terrain se concentrent sur les stratégies et les plans de communication nationaux et régionaux.

La stratégie de communication en RDC

Depuis une vingtaine d'années, les précipitations annuelles globales ont augmenté dans de nombreuses régions du pays, tandis que les phénomènes climatiques extrêmes (pluies intenses, érosion côtière, inondations, crises caniculaires, sécheresses saisonnières) se sont multipliés et ont gagnés en intensité. Les populations rurales sont généralement très peu conscientes des impacts du changement climatique et des options d'adaptation qui s'offrent à eux. Il n'existe pas d'informations et de conseils pour les agriculteurs et agricultrices sur les changements climatiques.

Depuis trois ans, l'ICDD travaille dans le district des Cataractes à Mbanza Ngungu (province du



La communication pour le développement associe des méthodes et processus participatifs à une palette de médias et d'outils allant des radios rurales aux technologies de l'information et de la communication.

Bas-Congo) et appuie un programme de réhabilitation de la recherche agricole et forestière développé par la FAO et financé par l'Union européenne. Objectif: la diffusion des résultats de la recherche sur la production du manioc et la pratique de l'agroforesterie. Les activités principales ont inclus: la formation des journalistes des radios partenaires en communication et technologies agricoles, la réalisation d'émissions et le renforcement de la collaboration entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs-trices à travers les radios rurales.

Vu les résultats positifs du projet, l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques (INERA) a décidé de mieux intégrer la ComDev dans ses travaux, notamment par rapport à des thèmes tels que la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, des synergies ont été identifiées avec l'Institut facultaire de l'information et de la communication (IFASIC) et il est prévu de:

- élaborer un module de formation sur la communication pour les radios rurales;
- organiser un atelier pour établir un diagnostic sur la situation actuelle de la communication dans les Ministères de l'Agriculture et du Développement rural, sur les bonnes pratiques en matière de communication et sur la situation des radios rurales;
- élaborer un plan de communication et de



sensibilisation au genre pour appuyer le développement de stratégies d'adaptation au changement climatique et à la sécurité alimentaire.

Atelier communication et genre sur la stratégie pour le changement climatique

L'ICDD a organisé récemment un atelier rassemblant des acteurs de développement pour examiner l'intégration de la communication et du genre dans une stratégie pour le changement climatique et la sécurité alimentaire. La rencontre a eu lieu les 14 et 15 avril 2011, à Kinshasa. Les participant-e-s étaient des fonctionnaires des ministères de l'Environnement, de l'Agriculture, du Développement durable et du Genre, des journalistes des radios rurales, des professeurs de l'IFASIC et des chercheurs de l'INERA.

Pour la sensibilisation aux questions de genre, l'atelier a fait appel à Dimitra, qui sera un

partenaire important dans la deuxième phase du projet en RDC. En effet, Dimitra va contribuer au lancement des activités d'information et de communication en milieu rural avec une approche genre et à la création de clubs d'écoute communautaires.

L'objectif de l'atelier était d'établir un diagnostic sur la situation actuelle en matière de communication pour le développement, de genre et de changement climatique, dans les ministères du pays, tout en tenant compte des besoins des acteurs. Le diagnostic permettra ensuite d'élaborer un plan de communication et de sensibilisation au genre pour appuyer le développement de stratégies d'adaptation au changement climatique et à la sécurité alimentaire.

Parmi les besoins identifiés par les participant-e-s pour la prochaine phase du projet, on peut souligner les actions suivantes:

- Renforcer les capacités des institutions sur la ComDev pour le changement climatique avec une approche genre.
- Renforcer les capacités des opérateurs de la communication en ComDev pour le changement climatique avec une approche genre.
- Renforcer les connaissances des agriculteurs-trices et de la population sur le changement climatique avec une approche genre, grâce aux clubs d'écoute communautaires et aux radios rurales, avec la collaboration du réseau Dimitra.

* Pour en savoir plus, contacter:
www.csdinitiative.org
federica.matteoli@fao.org

1 http://www.fao.org/sd/dim_kn1/kn1_050901_fr.htm



Les activités de l'ICDD en RDC comprennent la formation des journalistes des radios partenaires en communication et technologies agricoles, la réalisation d'émissions et le renforcement de la collaboration entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs-trices à travers les radios rurales.

La radio participative appuyée par Freedom Fone

En 2010, Freedom Fone, une plateforme logicielle libre de diffusion d'informations utilisant un serveur vocal interactif (IVR) a été adoptée par deux radios rurales, en Tanzanie et au Ghana. Ceci grâce à l'Initiative de recherche sur les radios rurales en Afrique (IRRRRA) de l'organisation Radios Rurales Internationales (RRI), en vue d'améliorer l'efficacité de la radio participative dans ces deux pays.

Freedom Fone, pour une participation plus efficace

Freedom Fone est une plateforme de logiciels libres (« open source ») mise au point par Kubatana¹ et destinée à diffuser les actualités et les informations au moyen d'un serveur vocal interactif (Interactive Voice Response – IVR). Cette technologie permet à un système de détecter la voix et les données introduites via le clavier. Elle permet à un/e utilisateur/trice d'appeler, d'introduire ou de prononcer certains numéros spécifiques, et d'écouter ou de contribuer à un contenu audio.

Freedom Fone a été utilisée dans le cadre d'un projet soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates et mis en œuvre par l'organisation RRI, en partenariat avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada, qui vise à évaluer l'efficacité et l'incidence des radios rurales dans plusieurs régions d'Afrique.

L'IRRRRA coopère avec 25 radios dans cinq pays d'Afrique. Parmi ces stations, on trouve des radios privées, publiques, nationales et communautaires qui comptent des auditeurs dans diverses zones rurales. Freedom Fone a été mis en place dans deux de ces radios : Radio Maria, une station religieuse basée à Dar es Salaam, en Tanzanie, qui diffuse des informations agricoles et de santé dans tout le pays, et la radio Volta Star, radio publique, dans la région de Volta, au Ghana. Avant la mise en place de ce projet, les réactions directes des auditeurs parvenaient à ces stations par courrier postal.

Bartholomew Sullivan, responsable régional des technologies de l'information et de la communication de l'IRRRRA pour Radios Rurales Internationales, estimait que la technologie du système IVR pourrait être utilisée afin d'amé-

liorer la programmation des stations, en augmentant l'interactivité de l'expérience et des contenus. « Nous recherchions quelque chose qui puisse améliorer l'efficacité de la radio », affirme Sullivan. « En effet, nous estimons que la radio s'est montrée très efficace pour atteindre les gens, mais qu'elle n'est pas toujours le moyen le plus efficace pour obtenir un circuit de feedback ou pour instaurer une interactivité ».

Pourquoi Radio Maria et Volta Star ?

Radio Maria et Volta Star ont été sélectionnées pour plusieurs raisons parmi 25 radios possibles, en vue d'incorporer Freedom Fone. Tout d'abord, la présence sur place d'un soutien fiable et accessible revêtait une grande importance. Si Radio Maria était candidate, c'est en partie à cause de la proximité géographique de cette station pour Sullivan. En raison de la courbe d'apprentissage qu'implique l'utilisation de ce logiciel, il souhaitait en effet pouvoir être présent quotidiennement.

Un autre facteur était la langue. La plupart des auditeurs de Radio Maria comprennent et parlent le kiswahili, et le fait d'utiliser une langue unique simplifie l'utilisation du système IVR. Il est intéressant que la radio Volta Star ait été choisie parce que plusieurs langues (l'akan et l'éwé) y étaient parlées et pouvaient être intégrées à l'aide de Freedom Fone, ce qui en faisait une expérience utile pour l'IRRRRA.

Radio Maria a également été choisie parce qu'elle disposait d'un système de soutien et d'une infrastructure déjà en place, comprenant une couverture étendue et un financement existant qui a permis d'avoir de l'électricité, des systèmes de sauvegarde, l'accès à Internet, ainsi que des techniciens à disposition. Free-

dom Fone a en outre financé la moitié du projet de Radio Maria, l'IRRRRA ayant financé, quant à elle, le projet de Volta Star au Ghana.

Capter les voix en Tanzanie

Dans le cadre de la campagne de radio participative de RRI, le groupe a travaillé avec des membres des communautés dans le but d'identifier une amélioration agricole qui serait vraiment importante pour les auditeurs si ceux-ci recevaient davantage d'informations ou d'encouragements.

Chez Radio Maria, le groupe a choisi de concentrer ses efforts sur une émission hebdomadaire appelée Heka Heka Vijijini, ce qui signifie « très, très occupé au village » en kiswahili. Il a décidé d'ajouter à cette émission un créneau hebdomadaire, pendant quatre mois, consacré aux façons d'améliorer l'élevage des poulets par l'amélioration de leur habitat, de leur régime alimentaire, ainsi que par les vaccinations.

Dans ce cas, le serveur IVR a été utilisé de manière très simple, presque comme un service perfectionné de boîte vocale. Pendant le programme, la direction de la radio a annoncé l'organisation imminente d'un concours où il s'agirait de présenter « la meilleure histoire montrant comment vous avez tiré parti, dans votre vie, des connaissances apprises grâce à cette émission de radio ». Les auditeurs pouvaient appeler la station de radio et laisser un message sur le serveur.

La station a ainsi collecté des histoires formidables, chacune durant entre 10 secondes et trois minutes. Elle a reçu au total 2.499 appels sur sa hotline, avec 1.448 appelants uniques au cours du mois et demi durant lequel cette dernière est restée disponible. La radio a éga-



lement reçu un total de 297 messages SMS, le plus souvent des demandes de renseignements ou des salutations. Un grand nombre des réponses enregistrées a ensuite été rediffusé dans le cadre de l'émission.

«Les gens aiment entendre leur voix à la radio», déclare Sullivan. «Ce que nous avons appris des agriculteurs, c'est que les émissions de radio qui passent à l'antenne la voix de leurs collègues agriculteurs sont bien plus divertissantes et intéressantes que les autres».

Résumés audio au Ghana

Alors que Radio Maria a recueilli puis rediffusé les contenus vocaux qui lui parvenaient, Volta Star s'est concentrée sur l'amélioration de l'accès aux plages horaires de la radio en postant des résumés audio d'informations émis. L'émission de Volta Star était consacrée au thème des engrais biologiques et comprenait des informations destinées aux agriculteurs, telles que les prix du marché. Chaque segment d'une heure a été réduit à cinq minutes environ, ce résumé audio étant ensuite mis à disposition chaque semaine via le serveur IVR.

Lorsque les auditeurs appelaient, ils avaient la faculté de choisir leur langue. L'auditeur pouvait alors sélectionner un résumé spécifique à écouter. La station a reçu 4.503 appels au total, dont près de la moitié ont été plus loin que le message d'accueil – ce qui signifie que l'utilisateur a eu accès aux informations ou a laissé un message vocal.

Ce qui a bien fonctionné (et pourquoi)

L'un des avantages de l'intégration de Freedom Fone dans une station de radio bien établie est la possibilité de faire la promotion pour le service IVR. A Radio Maria, la direction pouvait compter sur le grand nombre d'auditeurs déjà existants pour promouvoir et expliquer le service, y compris les numéros locaux spécifiques à appeler. Le groupe a ainsi créé un jingle et un message spécial afin d'assurer la promotion du concours.

Un autre aspect positif a été la possibilité de créer plusieurs numéros d'appel, pour chacun des principaux opérateurs de téléphonie mobile de la région. Cela a permis aux auditeurs d'appeler depuis leurs réseaux respectifs, réduisant ainsi les coûts. Le groupe a utilisé des numéros similaires pour chacun de ces réseaux.

L'approche de la campagne des radios participatives consistait à améliorer les systèmes existants, et non à ajouter de nouveaux contenus ou processus aux stations de radio rurales. Celles-ci ont donc été en mesure d'incorporer et d'adapter Freedom Fone afin de répondre au mieux aux besoins et aux habitudes des auditeurs.



© Farm Radio International

Défis

Les projets de Radio Maria et de Volta Star ont certes rencontré des défis, tels que la fiabilité du matériel, son coût et son utilisation. L'alimentation électrique constitue un autre problème, car «lorsque l'ordinateur s'éteint, Freedom Fone est coupé», explique Sullivan. De même, les infrastructures sont vraiment importantes, et il faut également disposer de groupes électrogènes en cas de panne de courant.

Une autre question liée à l'incorporation de Freedom Fone au sein d'organisations est la formation. A Radio Maria, par exemple, trois parties étaient impliquées : RRI, Freedom Fone, et les employés locaux de la station. La plupart des personnes ayant participé à la formation étaient capables de parler anglais, mais pour des projets menés dans d'autres régions et impliquant plusieurs parties, la traduction dans les différentes langues pourrait être envisagée. Il est important de pouvoir former des employés locaux afin que ceux-ci puissent continuer d'utiliser la technologie après la fin du projet.

«Travailler avec leur équipe technique, de sorte qu'elle ait vraiment l'impression de maîtriser la technologie, représente un défi, mais cela en vaut assurément la peine», poursuit Sullivan. «En effet, cela veut dire qu'en cas de difficulté, elle sera capable de faire face par elle-même».

Enfin, un autre défi réside dans la capacité à bien réagir à des situations d'erreurs ou d'incompréhension de la part des utilisateurs. Chez Radio Maria, le groupe a également eu recours au système IVR pour mettre au point un sondage par SMS consistant à demander aux auditeurs quels étaient les sujets à propos desquels ils souhaitaient en apprendre davantage dans le cadre de l'émission. La radio diffusait le sondage et indiquait le numéro à composer, puis expliquait la procédure à suivre, par exemple : «appuyez sur

1 pour le maïs», «appuyez sur 2 pour les poulets», «appuyez sur 3 pour les autres cultures maraichères», etc. Cependant, beaucoup d'utilisateurs n'avaient jamais répondu à un sondage par SMS et ont éprouvé des difficultés à voter. Malgré les défis techniques et ceux posés par les utilisateurs, l'accueil est tout de même très positif. La station a reçu bien plus de 100 votes lors du premier sondage, et les réponses ont aidé à élaborer les futures émissions.

Pour le moment, la simplicité est à l'ordre du jour pour des projets tels que celui de Radio Maria, impliquant la diffusion d'actualités et d'informations auprès des populations rurales. La simplicité est également importante pour d'autres projets qui ne comptent pas sur un soutien de proximité à long terme de la part de Freedom Fone ou de RRI. «Nous pensons que la voix reste le support le plus riche pour faire parvenir les informations aux habitants des zones rurales, et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi le système IVR. Toutefois, le défi consiste aussi à ne pas exclure ceux et celles qui ne sont pas très 'calés' en nouvelles technologies», ajoute Sullivan. «Il faut essayer de rester aussi simple que possible».

* Liens utiles:

Freedom Fone: www.freedomfone.org

Radios Rurales Internationales: www.farmradio.org

Initiative de recherche sur les radios rurales en Afrique

(IRRRRA): <http://farmradio.org/francais/partners/afri>

1 Le Kubatana Trust of Zimbabwe (www.kubatana.net) regroupe des informations de la société civile au pays. Vu les difficultés médiatiques dans ce pays, Kubatana développe depuis 10 ans des stratégies de communication innovatrices utilisant des outils traditionnels et non traditionnels.

Cet article est un résumé de l'article de Melissa Ulbricht intitulé «Press One for Freedom Fone, Press Two for Farm Radio – How Stations use Integrated Voice Response», du 10 août 2010 – www.mobileactive.org/case-studies/freedom-fone-field.

RDC – REEnforcement des RADios locales du Katanga (RefRaK)

Depuis avril 2010, un programme d'appui à huit radios locales du Katanga est mis en œuvre par le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), le Réseau des Journalistes Formateurs du Congo (RJC) et Médiafrica. Net/APM-Bénin. FAO-Dimitra fournit un appui sur la manière d'intégrer le genre dans les émissions radiophoniques.

Au Katanga, province du sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), les radios jouent un rôle important dans l'apaisement des tensions, la gouvernance locale, la participation des citoyens, et l'autonomisation des populations principalement rurales. Sur base d'une étude d'identification réalisée en janvier 2010, huit radios (sur les 50 que compte la province) ont été sélectionnées pour participer à un programme de formation à la « programmation et 'service public' pour les radios de proximité du Katanga, RDC » (RefRaK).

Le RefRaK est remarquable à au moins deux titres : le fait que ce soit un programme de formation à distance (e-learning, via internet) et son implication sur le long terme. Le programme s'étend sur 20 semaines, regroupées en quatre modules de cinq semaines chacun. Chaque semaine porte sur un sujet particulier. Afin d'assurer une acquisition de connaissances et une répercussion optimales au niveau de la radio, l'on compte deux participants par média (directeur/trice ou responsable des programmes et un/e animateur/trice).

Le cours est divisé en quatre thématiques : 1) Renforcement institutionnel et organisationnel de la radio, 2) Journalisme et information, 3) Direction des programmes, gestion de la rédaction et notions de service public, et 4) Production radiophonique. Bien que l'aspect du genre soit transversal, il sera spécifiquement abordé dans le chapitre production radiophonique. Un atelier résidentiel est prévu en 2011 à Lubumbashi, capitale de la province.

Le RefRaK a été développé dans le cadre du programme « Médias pour la démocratie et la

transparence en RDC » coordonné par France Coopération Internationale. Ce programme vise à soutenir le développement d'un secteur médiatique réglementé et professionnel dans le pays.

A mi-parcours

Après plusieurs mois de cours (alternant apprentissage et pauses), en mars 2011, l'équipe du projet a mené une mission d'évaluation dans les radios. Quelques enseignements peuvent être tirés à mi-parcours.

Coordination : Le travail à distance peut rendre difficile la coordination des activités, surtout quand plusieurs structures sont impliquées. Le projet n'a pas rencontré de problèmes majeurs, notamment en raison de l'expertise en animation de réseau et de la culture informatique des partenaires.

Participation : Comme dans toute entreprise de renforcement de capacités, l'implication des participants et de leur radio est cruciale. En RDC, les conditions de travail dans les médias communautaires sont précaires (vétusté ou manque d'équipement, problèmes d'alimentation énergétique, faibles ressources, etc.) et le niveau de formation des journalistes et des gestionnaires de la radio est parfois limité. Dans ce contexte, pour être efficace, le projet se devait de présenter une réelle adéquation entre les besoins des radios et l'offre en formation. Afin de faire face aux difficultés matérielles, le projet avait prévu de l'équipement supplémentaire (notamment pour un accès à Internet insuffisant). Mais certains écueils comme les coupures de courant n'ont pu être évités, amenant l'équipe du projet et les participants à

Radios participantes à la formation:

- ⊙ Radio Emergence, Kolwezi
- ⊙ Radio Communautaire Libre, Kolwezi
- ⊙ Radio Télé Lualaba, Kolwezi
- ⊙ Radio Sifa, Fungurume
- ⊙ Radio Communautaire du Katanga, Lubumbashi
- ⊙ Radio Parec, Kalemie
- ⊙ Radio Télé Déo Gracias, Kasumbalesa
- ⊙ Radio Communautaire du Katanga, Likasi

faire preuve de débrouillardise pour participer pleinement.

Enfin, point encourageant, il apparaît déjà que certains points abordés dans les cours ont été assimilés et surtout seront utilisés pour une amélioration de la pratique professionnelle. Dans certaines radios participantes, des évolutions marquées ont été constatées en matière de gestion des ressources humaines, de mobilisation de ressources financières, et par rapport à la mission de service public de la radio notamment.

La participation de Dimitra

Le projet Dimitra de la FAO a décidé de partager son expertise en genre et communication pour le développement dans le cadre de RefRaK. Par conséquent, Dimitra facilitera une session intitulée « Radio communautaire, genre et développement durable » visant à capitaliser sur les éléments clés de la publication « Communiquer le genre pour le développement rural » (voir page 3 de ce bulletin). Le cours devrait aborder :

- Le genre, un champ multidimensionnel ;
- Rôle et responsabilités de la radio communautaire ;
- Comment réaliser des émissions sensibles au genre – quelques pistes ;
- Traitement de la situation des femmes en RDC par les médias communautaire congolais (chapitre réalisé par le Réseau des Journalistes Formateurs du Congo).

* Pour des informations supplémentaires, contacter :
Fernand Nouwligbeto
refrak@mediafrica.net
www.mediafrica.net



« Chacun doit et peut jouer un rôle dans l'utilisation des TIC au service du développement durable pour tous »

DOROTHY OKELLO, COORDINATRICE DE WOUNET, WOMEN OF UGANDA NETWORK (RÉSEAU DES FEMMES D'UGANDA)

Dorothy Okello est passionnée par les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'autonomisation des femmes et le développement communautaire. En 2000, elle a contribué à la création de WOUNET, une organisation mise sur pied par des organisations de femmes ougandaises afin de renforcer l'utilisation des TIC par les femmes en tant qu'outils visant à partager les informations et à traiter les problèmes de manière collective.

Pouvez-vous nous dire de quelle manière vous vous êtes engagée dans le travail associatif? Qu'est-ce qui vous a motivé à créer WOUNET?

Ma première expérience d'engagement dans la société civile remonte à 1997. En tant que membre du Programme de soutien à la mise en réseau des femmes de l'APC (Association for Progressive Communication), qui est un réseau d'organisations et d'individus qui œuvrent pour autonomiser les organisations de femmes en matière d'accès et d'utilisation des TIC, dans un but d'égalité et de développement. Auparavant, j'avais soutenu le projet « Women's Linking », qui avait introduit des services Internet au sein d'une organisation de femmes partenaire en Ouganda. J'ai ensuite continué en soutenant deux autres organisations de femmes qui avaient décidé d'accéder à Internet. C'est tout ce parcours qui a finalement conduit à la création de WOUNET.

Je suis ingénieure en électricité; ma spécialisation est dans le domaine des télécommunications et des TIC. En 1998, j'ai déménagé au Canada pour y poursuivre mes études de deuxième cycle à l'université McGill. Là-bas, je suis restée en contact avec un nombre grandissant d'organisations de femmes d'Ouganda, facilitant le partage d'informations ainsi que la fourniture d'une assistance technique de base.

Le nombre d'organisations avec lesquelles j'étais en contact continuait à augmenter tout comme l'intérêt général pour Internet et il est alors devenu nécessaire d'officialiser notre collaboration et nos échanges. C'est ce que nous avons fait en créant WOUNET, en 2000.

« Notre principal défi est l'énorme fossé qui reste à combler pour que les hommes et les femmes puissent bénéficier de manière équitable des avantages potentiels que les TIC offrent pour le développement. »



Lorsque nous avons commencé, WOUNET disposait d'une simple liste de diffusion pour faciliter l'échange d'informations, et d'un site Internet visant à établir le profil des membres et à offrir des possibilités supplémentaires de partage d'informations. A présent, WOUNET s'est développé et utilise différents outils TIC de partage d'informations, nouveaux ou traditionnels, tels que Facebook, Twitter, les blogs, la radio communautaire, les imprimantes, les téléphones mobiles et les SMS, etc.

Pouvez-vous nous dire deux mots sur WOUNET? De quoi ce réseau s'occupe-t-il concrètement? Quelle influence a-t-il selon vous sur les questions de genre dans le pays?

WOUNET a été créé avec pour mission de promouvoir et d'appuyer l'utilisation des TIC auprès des femmes et des organisations de femmes en Ouganda. Les activités de WOUNET sont menées dans trois domaines principaux: (i) le partage d'informations et la mise en réseau, en vue de faciliter l'accès des membres de WOUNET à des informations

pertinentes, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales; (ii) l'assistance technique, pour que les membres et le personnel de WOUNET soutiennent les applications stratégiques et innovantes des TIC; enfin, (iii) le plaidoyer sur des questions de genre et des TIC, en vue de défendre et de promouvoir l'établissement en Ouganda de politiques et de programmes dans le domaine des TIC tenant compte du genre.

Partant d'environ 18 organisations en 2000, WOUNET est passé à plus de 100 organisations affiliées dans tout le pays. Grâce à nos différents programmes, nous avons facilité le partage d'informations par le biais d'une série d'outils, parmi lesquels des sites Internet, des listes de diffusion par e-mail, des SMS, la radio, du matériel écrit, ainsi que des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter. Nous avons également organisé différentes formations aux TIC et contribué à sensibiliser aux avantages des TIC dans les domaines de l'agriculture, des entreprises et de la lutte contre les violences faites aux femmes.



Nous avons développé de bonnes relations avec les autorités concernées et ainsi, par exemple, nous animons actuellement des forums destinés aux jeunes et consacrés aux questions de genre et aux TIC, en collaboration avec la Commission des communications de l'Ouganda, qui est l'autorité de régulation du secteur des communications au pays. Nous avons également été invités à participer à d'importants groupes de travail du Département chargé des questions de genre au ministère du Genre, du Travail et du Développement social.

Quels sont les plus grands défis auxquels votre organisation doit faire face ?

Notre principal défi est l'énorme fossé qui reste à combler pour que les hommes et les femmes puissent bénéficier de manière équitable des avantages potentiels que les TIC offrent pour le développement. Les femmes sont généralement moins instruites, vivent davantage en milieu rural et sont économiquement moins autonomes que les hommes. Cela signifie, par exemple, que les femmes disposent d'un accès plus limité aux infrastructures de communication (y compris à l'électricité nécessaire pour faire fonctionner les TIC). Et lorsqu'un tel accès est disponible, les revenus inférieurs des femmes les empêchent de l'investir dans la télécommunication. Aucune organisation ne serait en mesure d'affronter cette mission à elle seule, ce pourquoi nous travaillons beaucoup en partenariat avec d'autres organisations.

Quels ont été les obstacles ou les défis personnels ou professionnels auxquels vous vous êtes heurtée ? Comment les avez-vous surmontés ?

Je pense que le fait d'être ingénieure m'a aidé à mieux combiner les questions de dévelop-

“ Pour obtenir des résultats, il est nécessaire que les programmes de développement destinés aux femmes associent les hommes et les jeunes des communautés. ”

pement communautaire et de développement des TIC. En général, j'ai adopté une approche visant à amener un plus grand nombre de femmes à utiliser et à développer les technologies. La vigilance est cependant de mise car l'opinion selon laquelle le mouvement de femmes cherche à perturber la vie des familles en aidant les femmes à s'autonomiser est parfois tenace. Ce dernier point implique que pour obtenir des résultats, il est nécessaire que les programmes de développement destinés aux femmes associent les hommes et les jeunes des communautés, de sorte que tous et toutes puissent se faire une idée des avantages potentiels que ces programmes peuvent apporter, et apporteront, pour les ménages et pour la communauté tout entière.

Il est vrai que si les femmes disposent d'opportunités importantes, elles accepteront aussi d'autres activités et auront moins de temps à consacrer au foyer qu'auparavant. Ce qui importe, c'est d'essayer de parvenir à un juste équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. Je ne suis certainement pas la seule à rencontrer cette difficulté ; c'est une lutte que chacune d'entre nous doit mener ! (Rires) J'ai beaucoup de chance car ma famille a compris que mon travail exige de passer pas mal de temps loin de la maison, et je m'efforce de les impliquer dans la mesure du possible. Par

exemple, je rapporte toujours à la maison des magazines et d'autres souvenirs des endroits que j'ai visités pour mon travail, et je m'en sers pour raconter des histoires à mes enfants.

Quel est votre message à l'intention de celles et ceux qui aimeraient travailler sur les questions de genre et celles concernant les femmes ?

On considère souvent que les TIC facilitent le développement économique et social et peuvent contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Toutefois, il est nécessaire de bien comprendre la situation des hommes et des femmes dans nos différents contextes, et de faire en sorte que tous puissent réellement bénéficier de manière équitable des avantages offerts par les TIC. Le fossé est profond et les possibilités d'intervention sont nombreuses – de la mise à disposition d'un accès aux TIC à l'organisation de formations, en passant par le plaidoyer en faveur de politiques sensibles au genre dans la lutte contre la pauvreté, etc. Par conséquent, chacun d'entre nous doit et peut jouer un rôle dans l'utilisation des TIC au service du développement durable pour tous!

* Pour contacter Dorothy Okello et/ou WOUNET:
Plot 55 Kenneth Dale, off Kira Road
PO Box 4411
Kampala, Ouganda
Tél.: +256 41 4532035 - Fax: +256 41 4530474
E-mail: info@wougnnet.org / dokello@wougnnet.org
www.wougnnet.org

WOUNET est l'organisation partenaire de Dimitra en Afrique de l'Est. En tant que partenaire, c'est elle qui a assuré la collecte d'informations pour la base de données de Dimitra en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, en Ethiopie et en Somalie.

L'accès des femmes au foncier : l'expérience du Uganda Land Alliance

Dans la lutte pour les droits fonciers des femmes en Ouganda, l'enjeu est bien supérieur à celui de l'égalité énoncée dans la législation. Il s'agit de traduire cette égalité dans la pratique.

Depuis la promulgation de la Constitution de 1995, des réformes juridiques fondamentales ont été introduites en Ouganda. Le genre est devenu l'une des principales priorités lors de la conception de nouvelles politiques et programmes gouvernementaux. Cela a débouché sur des réformes de la législation dans les domaines du foncier, des relations au sein des ménages et des agressions sexuelles.

Cependant, la question de l'intégration systématique du genre en Ouganda est devenue purement rhétorique et sans avantages concrets pour les femmes. Nous sommes encore loin de la transformation sociale qui fera de l'égalité une réalité pour les femmes en ce qui concerne les ressources, les droits et la participation. La raison en est que l'intégration transversale et systématique du genre est passée d'un processus de transformation sociale à une fin en soi, poursuivie dans un but purement utilitariste. L'un des problèmes fondamentaux a été la difficulté de trouver une jonction entre, d'une part, le projet technique consistant à intégrer le genre dans les politiques, les programmes et les projets, et, de l'autre, le projet politique consistant à s'attaquer aux inégalités et à promouvoir les droits des femmes.

L'amélioration de la qualité de vie des femmes par un accès garanti au foncier est en lien direct avec l'amélioration de la protection et promotion des droits fonciers et de l'accès des femmes aux informations juridiques sur leurs droits fondamentaux. Dans ce contexte, le « Uganda Land Alliance » (ULA, Alliance foncière d'Ouganda) fournit des informations par l'intermédiaire des médias, et forme les femmes en matière de droits fonciers en vue d'améliorer la protection sociale. Parmi ses autres missions figurent des activités de recherche-action et l'organisation d'un forum destiné à la planification collective et à l'élaboration de messages concernant les droits fonciers des femmes ougandaises. En 2010, l'ULA a lancé, puis facilité, la création d'un Groupe de travail sur les droits fonciers des femmes (composé d'organisations de la société civile, de femmes juges, du ministère du Développement rural, urbain et du logement et du ministère du Genre) afin de planifier et d'organiser en 2010 une conférence nationale sur le foncier pour les femmes.

Les objectifs de cette conférence consistaient à faire entendre la voix commune des femmes en ce qui concerne les questions foncières, de créer une plate-forme permettant aux femmes des différentes régions de discuter leurs défis et



expériences en matière foncière, de donner une nouvelle vigueur au mouvement national des femmes pour leurs droits fonciers, ainsi que d'établir un agenda minimal sur la question des femmes et des droits fonciers. La conférence a attiré quelque 350 participantes venant de toutes les régions d'Ouganda, y compris des représentantes de tous les districts, des parlementaires, mais aussi des représentantes des ONG, des ministères et de leurs services, ainsi que de la communauté des bailleurs de fonds.

Le mouvement pour les droits fonciers des femmes en Ouganda cherche à obtenir des réponses à un certain nombre de questions. Comment peut-on promouvoir au mieux l'égalité entre hommes et femmes dans le domaine du foncier, pas seulement en tant que question technique, mais aussi en termes de droits de tous et de toutes dans le domaine social, économique et politique, depuis le niveau local jusqu'au national? Est-il possible de ne pas envisager l'intégration de la dimension genre comme une fin en soi, mais de la situer dans le contexte de la transformation sociale, c'est-à-dire avec des dimensions liées à la justice, aux droits humains et à la citoyenneté? Est-il possible de fixer des normes universelles pour déterminer ce qui est juste ou non dans les relations sociales, notamment par rapport au foncier? Comment promouvoir le droit à la terre, en particulier des femmes, pour répondre aux besoins de la famille, de la communauté, de la société traditionnelle ou du domaine domaniale? Quel est le rôle de l'Etat s'agissant de promouvoir l'égalité en matière de propriété foncière? Ces questions viennent souligner la réalité des relations de pouvoir en Ouganda et attirent l'attention sur les luttes pour l'égalité en termes de propriété foncière qui sont livrées dans ce pays.

L'un des outils utilisés par le mouvement pour

les droits fonciers des femmes ougandaises devra permettre d'évaluer la mise en œuvre de l'égalité hommes-femmes dans le secteur foncier. Il s'agit des « Critères d'évaluation en matière de genre ». Ces critères ont été élaborés par le réseau « Global Land Tool Network » (GLTN, www.gltn.net) en vue de tester la réactivité en termes de genre et d'égalité en termes de participation, de renforcement des capacités, de développement durable, de dispositions juridiques et institutionnelles, ainsi qu'en ce qui concerne les considérations sociales, culturelles, mais aussi économiques par rapport à l'accès des femmes et des hommes à la terre et à la propriété foncière.

Dans la lutte pour les droits fonciers des femmes en Ouganda, l'enjeu est bien supérieur à celui de l'égalité énoncée dans la législation. Il s'agit de traduire cette égalité dans la pratique. Cela implique de déterminer les normes ou niveaux minimaux en matière d'accès aux ressources, de propriété et de contrôle par les hommes et les femmes, d'être conscient des préjugés culturels enracinés dans les choix, les actions et l'autonomie des personnes (notions souvent liées au patriarcat), mais aussi savoir quelles politiques publiques sont nécessaires pour traiter et corriger les injustices liées au genre, de même que le niveau de responsabilité adéquat pour remédier à ces injustices, tout en tenant compte des structures officielles et officieuses. Il s'agit là d'une lutte en faveur de l'égalité hommes-femmes dans la citoyenneté.

✳ Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

Esther Obaikol, Directrice
ULA, Uganda Land Alliance
P.O. Box 26990, Kampala, Ouganda
Tél.: +256-0414540048
E-mail: eobaikol@ulaug.org / ula@ulaug.org
www.ulaug.org

Sénégal – Dernière ligne droite pour la recherche-action sur les femmes et le foncier GRAFOSEN

Coordonnée par Enda Pronat et financée par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada, la recherche-action GRAFOSEN a réalisé une large enquête en 2010 sur les femmes et le foncier au Sénégal et s'est engagée dans des activités de communication et de plaidoyer. Le projet a vu le jour en 2009, suite à un atelier de Dimitra et Enda-Pronat à Mbour (Sénégal) en 2008 dont les participant-e-s avaient souligné l'importance de la question foncière et du genre, et avaient identifié des pistes de solution et des lignes de force pour un futur projet.

GRAFOSEN – Groupe de Recherche-Action sur le Foncier au Sénégal – couvre trois zones du Sénégal : les Niayes, le Sénégal Oriental et la Vallée du Fleuve Sénégal. La mise en œuvre de la recherche-action est le fruit d'une collaboration entre organisations à la base, ONG, universités et ministères. Il s'agit notamment de l'ONG Enda Protection Naturelle (Pronat) pour la coordination, du Groupe d'études et de recherches genre et sociétés (GESTES) de l'Université Gaston Berger de Saint Louis, de l'Université Cheick Anta Diop de Dakar (UCAD), d'ONG comme le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI), du Ministère de l'Agriculture et de FAO-Dimitra.

La recherche-action poursuit trois objectifs :

- dresser un diagnostic sur l'accès des femmes à la terre ;
- créer les conditions de diffusion et de pérennisation des acquis de la recherche ;
- identifier et mettre en place les conditions d'accès des femmes à des informations fiables sur la question foncière et à l'expression de leurs points de vue.

Activités réalisées

En 2010 des activités ont été menées dans les domaines suivants :

- Collecte d'informations sur les femmes et le foncier par le GESTES (volet qualitatif) et l'UCAD (volet quantitatif) dans les trois zones du projet, par une enquête menée auprès d'un millier de personnes ;
- Validation des résultats avec les organisations partenaires et les populations locales ;
- Communication (sensibilisation, renforcement des capacités, plaidoyer).

Collaboration avec les radios

Dans le cadre des activités de communication, des accords ont été passés avec des radios communautaires. Le partenariat implique notamment la réalisation de programmes sensibles au genre traitant de la question foncière. Une dizaine d'émissions sur des thèmes variés comme le droit coutumier et le droit moderne, les questions de genre, la sécurisation de la terre et sa mise en valeur par les femmes ont été réalisées par zone géographique. A noter que les radios sont également impliquées dans

d'autres activités de partage des acquis du projet.

Ateliers avec Dimitra

Dimitra vient en appui aux activités de communication de la recherche-action. Ainsi, deux ateliers de formation ont été facilités par le projet et son partenaire au Sénégal, l'Enda Pronat.

☉ Genre et foncier

Le premier atelier a abordé la question du genre et du foncier et s'est tenu du 31 janvier au 2 février 2011. L'atelier a rassemblé une trentaine de participants (journalistes, agents des radios partenaires et points focaux du projet). L'atelier visait l'acquisition par les participants de connaissances pratiques dans trois domaines : 1) le foncier ; 2) le concept de genre et les inégalités entre hommes et femmes, notamment en matière foncière ; 3) le traitement journalistique de ces questions de manière professionnelle. Plusieurs personnes ressources sont intervenues sur des domaines particuliers tels que les résultats de la recherche (GESTES) ou ce que disent le droit moderne et le droit coutumier sur la question foncière (RADI).

☉ Communication participative : matériel, initiation technique et interview radiophonique

Capitalisant sur l'atelier précédent, GRAFOSEN a rassemblé une quinzaine de journalistes des radios partenaires les 24 et 25 février 2011 afin de les initier aux kits de reportage distribués dans le cadre du projet et de renforcer leurs capacités en matière d'interview radiophonique. Cette formation a visé à contribuer à renforcer la dimension participative des radios partenaires de la recherche-action. Rares étaient ceux qui disposaient de matériel professionnel de reportage et des capacités de l'utiliser. Hors, le reportage est un format radiophonique essentiel pour permettre aux radios communautaires de porter la voix des femmes et des hommes en milieu rural, et créer une dynamique d'échange au niveau local avec tous les groupes concernés.

Les kits, sélectionnés avec le soutien de Dimitra, sont composés d'un enregistreur numérique



facile d'utilisation, d'un micro externe robuste, d'une carte mémoire, d'une clé USB et de batteries rechargeables avec chargeur. Les participants ont amélioré leurs techniques d'interview grâce à des exercices pratiques et ont appris à être plus sensibles au genre dans la réalisation d'émissions radiophoniques.

Dans les prochains mois, GRAFOSEN va mettre en œuvre des activités de plaidoyer, notamment auprès des parlementaires sénégalais, et organiser des ateliers de partage des résultats de la recherche (voir page ci-contre).

* Pour plus d'informations :

Enda Pronat
B.P. 3370
Dakar, Sénégal
Tél : +221 33 8893439
E-mail : dimitra@enda.sn
Sites Internet :
www.endapronat.org – www.grafosen.org

Radios partenaires :

- ☉ AFIA FM Dakar
- ☉ Coorkat FM Thiès
- ☉ Radio Niani FM Koumpentoum
- ☉ Radio Communautaire PETE/Podor
- ☉ Radio Gaynaakoo FM
- ☉ Sud FM Saint Louis
- ☉ Sud FM Thiès

Quelques résultats de la recherche-action

L'année passée, le GESTES et l'UCAD ont réalisé de manière participative avec les populations locales, la collecte, l'analyse et la validation des données sur l'amélioration et la sécurisation de l'accès des femmes au foncier au Sénégal. Les activités de collecte ont été mises en œuvre dans trois zones éco-géographiques – les Niayes, la Vallée du Fleuve Sénégal et le Sénégal Oriental. Quelque 1200 personnes ont répondu à l'enquête quantitative et 121 entretiens qualitatifs ont été conduits avec les autorités administratives et coutumières, des élus locaux et des hommes et femmes leaders. En voici les principaux résultats.

Les modes d'accès au foncier

Dans les trois zones de la recherche, le **système traditionnel** d'accès au foncier prime encore sur toute autre pratique. Par « système traditionnel » on désigne ici tous les modes de transmission du foncier qui se déroulent à l'ombre des normes juridiques et des procédures administratives officielles. Mais ces pratiques traditionnelles ne se manifestent pas partout de la même manière.

Dans les **Niayes**, c'est la dévolution familiale à travers l'héritage qui est le mode d'accès au foncier dominant. Les autres modes tels que le prêt, le don, le legs sont en net recul. Par contre, les échanges marchands y ont pris une ampleur considérable (dès lors, on parle de la « marchandisation » de la terre). L'acquisition de la terre par affectation (lorsque la communauté rurale, via une commission, décide d'affecter la terre) est très rare dans la zone, étant supplantée par les transactions monétaires.

Dans la **Vallée du Fleuve**, tout comme dans les Niayes, l'achat, la location et le métayage sont en forte expansion. Mais ce phénomène ne touche pas l'ensemble de la Vallée de la même manière et est plus visible dans le Delta du Fleuve que dans la Moyenne Vallée. Dans la Moyenne Vallée, les notables coutumiers ont une place importante dans la gestion foncière. L'héritage reste largement dominant dans la zone; généralement, c'est le prêt et le don qui permettent aux exclus du système héritier d'accéder au foncier. L'affectation est le mode d'accès le moins courant dans la zone.

Quant au **Sénégal Oriental** les pratiques sont comparables à celles observées dans la Vallée du Fleuve. Ainsi hormis l'héritage, qui est de loin le modèle dominant, ce sont le prêt et le don qui sont les pratiques les plus courantes.

Les contraintes d'accès des femmes au foncier

Exclusion et marginalisation sont les deux termes qui caractérisent le mieux la situation de la femme par rapport à l'accès à la terre et à ses ressources dans les zones rurales sénégalaises. A cela se conjugue une vulnérabilité marquée des propriétés détenues par les femmes.

Les inégalités se manifestent tant au niveau des modes d'accès au foncier que des droits fonciers traditionnels socialement reconnus. Pour les femmes de façon individuelle c'est essentiellement le système indirect (l'accès par l'intermédiaire d'un tiers – époux, frère, etc.) et la dévolution familiale qui prédominent. Dans le cadre du groupement c'est l'accès collectif,



qui s'est développé avec l'avènement des groupements de femmes, qui est en train de devenir une modalité de référence.

L'enquête montre que ce sont les **aspects socio-culturels** qui sont les plus déterminants pour expliquer le faible accès des femmes au foncier. L'exclusion des femmes de l'héritage, encore aujourd'hui le mode d'accès le plus courant en milieu rural, reflète à elle seule la place et le rôle des femmes dans la société en général et par rapport aux questions foncières en particulier. Les **contraintes financières** se posent davantage au niveau des Niayes que dans les autres zones. La pression foncière y a entraîné une privatisation et une monétarisation des transactions foncières qui défavorisent largement les femmes, face aux hommes certes, mais en particulier face aux investisseurs étrangers.

Les contraintes liées au **niveau d'instruction** des femmes sont également déterminantes. Dans la plupart des zones rurales les femmes ne peuvent pas revendiquer valablement leurs droits fonciers parce qu'elles ne maîtrisent ni les lois foncières, ni les procédures administratives.

Parmi les résultats de la recherche, deux éléments sont nouveaux et marquants. Ces dernières années, l'on constate (i) un mouvement d'adaptation des pratiques coutumières, les populations locales ayant tendance à aller vers les autorités administratives pour sécuriser leur bien au regard du droit moderne; et (ii) l'accélération de la marchandisation des terres.

La complexité du foncier réside dans la diversité des acteurs et des pratiques, mais aussi dans l'évolution des modes de gestion et d'accès. Si les pratiques traditionnelles constituaient un handicap pour un accès sécurisé des femmes au foncier, les pratiques actuelles ne leur facilitent pas toujours la tâche. Face à des acteurs majoritairement masculins, qui ont compris les enjeux du marché qui requiert une certaine capacité financière pour négocier, les femmes sont devenues plus vulnérables. Mais il existe également des opportunités pour les femmes, notamment dans le domaine de l'héritage. Elles se caractérisent par un début de changement de mentalités en milieu rural, permettant à certaines femmes d'hériter de la terre. A cela, il faut ajouter l'émergence croissante de femmes dans les instances de décision locales en charge de la gestion du foncier, mais aussi la marchandisation des terres qui, même si illégale, permettrait aux couches sociales traditionnellement exclues de l'accès au foncier de se constituer un patrimoine foncier.

* Pour des informations supplémentaires, contacter :
Dr Fatou Diop, Professeur en Sociologie et Chercheuse,
Coordonnatrice
Alpha Ba, Chercheur en Sociologie, Assistant à la
Coordonnatrice
GESTES, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal
fatoudiop@gestes-ugb.org – alpha@gestes-ugb.org
www.gestes-ugb.org

Afrique de l'Ouest/Sénégal – Le partage des savoirs pour promouvoir le développement rural

La Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) a appuyé depuis 2006 une cinquantaine de projets en Afrique à travers le programme FIDAFrique, financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) afin de promouvoir le partage des savoirs pour la réduction de la pauvreté rurale. Le Programme de promotion des micro-entreprises rurales (PROMER 2) au Sénégal constitue l'un des projets qui se sont le mieux investis dans le processus de capitalisation avec des résultats probants.

Le Programme PROMER 2 a distribué en mars dernier des kits de matériels diversifiés aux jeunes microentrepreneurs pour les aider à lancer leur propre structure. En vue de limiter autant que possible le taux de faillite de ces jeunes entreprises, la distribution de matériels s'est accompagnée de formations en gestion et de prêts financiers destinés à servir de fonds de roulement. Cette approche très appréciée par les bénéficiaires est le résultat d'un partage d'expériences entre des projets financés par le FIDA, comme l'explique Moustapha CISSE, Responsable des opérations techniques au PROMER 2, « l'initiative est née suite à une visite auprès d'un projet frère, le Rural Enterprises Project (REP), au Ghana. Cette visite a permis de constater comment ils avaient réglé la question de la création d'entreprises. Ce projet offre des subventions de petits équipements aux jeunes qui sont confrontés à des problèmes de financement dans le processus de création de leurs propres entreprises ».

Cet exemple montre sans aucun doute l'impact que peut avoir le partage des savoirs sur l'identification de solutions aux enjeux de développement et de lutte contre la pauvreté et de création de richesses.

Basé à Tambacounda, la plus grande ville de la région du Sénégal Oriental, le PROMER est l'un des projets qui se sont le plus engagés dans le processus de promotion de l'échange des connaissances mené par la FRAO. En raison de son expertise avérée en matière de gestion des savoirs, la FRAO y est intervenue à partir de 2005 comme assistant technique puis comme coordonnateur-gestionnaire du don du FIDA¹.

Depuis 2006, le personnel du PROMER a bénéficié de plusieurs formations aux techniques et méthodes de capitalisation des expériences et des innovations. Des missions d'appui sont envoyées au sein du projet de manière périodique pour impliquer les partenaires et définir des plans d'action précis. La dernière de ces missions, effectuée en décembre 2010, a permis d'identifier de manière participative sept thèmes clés de capitalisation devant faire l'objet de publications et de partage avec la com-

munauté du développement durant l'année 2011.

A travers le temps, et grâce surtout à l'engagement de l'Unité de gestion du programme, la capitalisation et le partage des savoirs ont été intégrés dans la gestion des activités par la planification opérationnelle. Le PROMER 2 a adopté et maîtrise toutes les grandes lignes et outils de l'approche mise en œuvre par la FRAO pour le partage des savoirs². Il s'agit de l'autodiagnostic des pratiques de communication, des techniques et des outils pour l'identification des thèmes, la description et l'analyse d'expériences, l'utilisation du canevas d'élaboration d'un plan de capitalisation et la diffusion par des outils de communication adaptés aux principales cibles. Les formats des produits et des supports destinés à illustrer la valorisation des expériences ont été tous opérationnalisés par le PROMER. Celui-ci a réalisé ces dernières années des films documentaires, une dizaine de fiches de capitalisation, plus de 60 émissions radiophoniques, des journées portes ouvertes, des foires régionales et forums d'échange entre opérateurs, des guides d'informations, etc. Une quarantaine d'articles ont été mis en ligne sur le portail FIDAFrique – www.fidafrique.net.

Autre exemple d'échange d'expériences concret: en janvier 2011, le Projet d'appui au développement rural de la Basse Guinée Nord (PADER-BGN), également financé par le FIDA, était en visite à Tambacounda. Le but de cette visite était d'identifier les meilleurs moyens d'adapter à sa zone d'intervention « la mise en œuvre du fonds local de financement des microentreprises » mise en œuvre avec succès par le PROMER 2.

Le souci de capitaliser est soutenu au sein même du Programme par un échange constant entre les membres de l'équipe et la mise en place d'un centre de documentation pour rendre accessibles tous les produits de partage des expériences du PROMER. De même, le PROMER est régulièrement associé aux différentes rencontres de planification stratégique et technique pouvant accroître la communi-



tion et la visibilité du projet: ateliers et séminaires de formation; cadres de réflexion sur les stratégies nationales; réunions sur la gestion de savoirs; revues de portefeuille des projets FIDA; formations sur l'utilisation des outils du web 2.0.

De manière générale, les activités de formation et de communication ont permis aux institutions membres du réseau FIDAFrique d'acquiescer les capacités nécessaires pour la capitalisation et le partage d'expériences. Mais au-delà du cas du PROMER 2, il a été constaté que certains plans de capitalisation n'ont pas donné naissance à des produits finaux. C'est pourquoi la FRAO met l'accent dernièrement sur un appui à toutes les étapes du processus. Dans la mesure où les activités de la phase 3 du programme FIDAFrique s'achèvent en décembre 2011, cet appui concernera les projets et les membres les plus dynamiques. Des activités de capitalisation sont également programmées

Symposium international sur l'horticulture urbaine et péri-urbaine

Quelque 200 participants se sont réunis à Dakar du 6 au 9 décembre 2010 dans le cadre du symposium international sur l'horticulture urbaine et péri-urbaine. L'objectif était de mieux cerner les aspects essentiels de l'horticulture urbaine et péri-urbaine. Cette rencontre, regroupant 39 pays, a été organisée par la FAO et le Ministère de l'Agriculture du Sénégal, avec les organisations partenaires du programme sur l'Horticulture Urbaine et Péri-urbaine (HUP) de la FAO.

Cérémonie de remise de matériel par le PROMER, avec le Ministre sénégalais de l'Agriculture, Khadim Guèye.



© FAO

avec des institutions permanentes, comme les organisations paysannes, pour l'appropriation des méthodes, des techniques et des outils par celles-ci.

* Pour en savoir plus:

Hawa Sow Bousso Ndiaye, Responsable du Centre d'information, de documentation et de démonstration du PROMER 2
hawasow.bousso@promer-sn.org
Foly Akoussan, Assistant technique FIDAfrique, Chargé de Programme à la FRAO
folly@fidafricque.net

- 1 La FRAO est chargée de la coordination générale du réseau subsaharien FIDAfrique et de la coordination régionale de la zone Afrique occidentale et centrale.
- 2 Cette approche est exposée dans un guide méthodologique intitulé «Capitalisation et valorisation des expériences des projets et programmes de développement», 80 pages, 2009, Dakar, www.fidafricque.net/IMG/pdf/CAPITALISATION_FIDAfrique_FR.pdf

De nombreuses sessions ont été conduites sur des sujets aussi divers que l'accès garanti à la terre et à l'eau, la production végétale et la protection des plantes intégrées, la manutention après récolte et les technologies de transformation, la qualité et la sûreté des produits, la commercialisation ou encore les questions de genre.

Le programme Gestion des connaissances et genre au Symposium

Le programme Gestion des connaissances et genre ainsi que ses composantes Capitalisation, Dimitra et Hortivar étaient présentes au Symposium. Sophie Treinen, Yannick De Mol et Wilfried Baudoin ont animé le séminaire «Partager les bonnes pratiques avec les agriculteurs et les agricultrices». Cette session a permis de faire connaître certaines méthodologies participatives pour le partage des bonnes pratiques en horticulture, tout en étant sensible au genre.

Le programme HUP et Dimitra-FAO collaborent étroitement. Ainsi, Dimitra a tenu une session lors de laquelle Grégoire Mutshail, du projet HUP en République démocratique du Congo (RDC) et au Burundi, a abordé de manière pratique la question de l'intégration du genre dans l'horticulture en présentant les activités de HUP dans la province du Katanga



© Sophie Treinen



© Sophie Treinen

(RDC). Son exposé s'est centré sur le travail réalisé par le Comité des Maraîchers de Lubumbashi qui, sur près de 8.000 membres, compte 75% de femmes. Il en a présenté les impacts principaux sur les femmes: amélioration de l'accès aux technologies, au crédit, à des semences de qualité, organisation de la filière, notamment.

Les principaux résultats du symposium peuvent se résumer ainsi: un partage d'information et une sensibilisation accrues concernant l'horticulture urbaine et péri-urbaine, ainsi que l'établissement d'un réseau de scientifiques et d'experts de haut niveau sur la question.

Le symposium devrait contribuer par des orientations à une nouvelle publication de la FAO cette année, intitulée «Rapport sur la situation de l'horticulture urbaine et périurbaine en Afrique».

* Pour des informations supplémentaires, contacter: Programme d'horticulture urbaine et péri-urbaine FAO – Division de la production et protection des Plantes
Viale delle Terme di Caracalla 00153, Rome, Italie
www.fao.org/ag/agp/greencities
greencities@fao.org

Burkina Faso – Intégrer une approche genre dans les activités génératrices de revenu

Le Réseau Femmes en Action (RFA), partenaire de Dimitra au Burkina Faso, accompagne les communautés de base dans divers domaines pour améliorer leur autopromotion et pleine participation et faciliter l'intégration transversale du genre dans les actions de développement. Deux exemples.

Appui en genre à l'Union des Groupements de Productrices des Produits du Karité Sissili Ziro (UGPPK/S-Z)

Traditionnellement, l'Union travaille dans le domaine de la production et la commercialisation du beurre de karité. Ses capacités ont été renforcées dans les domaines suivants : les aspects organisationnels, la gouvernance, les techniques de transformation et de conditionnement du karité et l'accès au marché. Mais des problèmes demeurent : le revenu annuel des femmes membres dépend de l'activité saisonnière de karité (cinq mois par an), ce qui les maintient sous le seuil de pauvreté. De plus, des problèmes de répartition des revenus entre les femmes ont été constatés.

Les membres de l'Union ont souhaité diversifier leur production et revenu pour augmenter la rentabilité de l'entreprise et assurer son autonomie financière à travers un projet de production et commercialisation du sésame.

Les femmes, conscientes des inégalités sociales qui influencent négativement leurs activités économiques, ont participé à un exercice de réflexion sur les questions les touchant de près : l'augmentation de leurs revenus, l'accès à la terre, la répartition des charges financières au sein du ménage, la position des femmes au sein de leur famille, de la communauté et de leur espace de travail et la coopérative, leur implication dans les instances interprofessionnelles aux cotés des hommes, etc.

Un processus a été alors mis en place pour accompagner l'Union dans la prise en compte du genre dans le projet. D'abord, une immersion dans la zone du projet (les provinces de Sissili et de Ziro, dans la région Centre-Ouest du pays) a permis d'identifier les acteurs, leur environnement socio-institutionnel et leurs conditions réelles de vie et de travail. Cette démarche a confirmé la nécessité d'entreprendre un programme de renforcement des capacités en genre des bénéficiaires du projet, car la question du genre se posera dès que sera abordée la problématique de l'accès à la terre, principal facteur de production du sésame.

Il est également apparu nécessaire de renforcer les capacités des acteurs/trices chargés d'accompagner la mise en œuvre du projet sur le terrain. Une formation en genre a été organisée au profit des animateurs/trices, du personnel technique et des partenaires. La formation a permis non seulement aux participants de se familiariser avec le concept genre, mais aussi avec les outils d'analyse et, surtout, avec la façon d'intégrer la dimension genre dans un projet.

Trois espaces de travail ont été utilisés lors de la formation : le ménage, les champs de sésame et la communauté. Les indicateurs genre définis lors de la formation étaient relatifs au budget-temps de la productrice de sésame, son accès à la terre, l'accès aux équipements agricoles et la gestion des revenus issus de la production du sésame. Lors de la formation, un débat innovant avec les conjoints des productrices a été lancé. Cet échange a permis aux hommes de parler de leurs réticences initiales concernant la production de karité, de leurs changements d'attitude et de la valorisation progressive des initiatives des femmes. Ils ont pris des engagements pour la réussite du projet sésame et les responsabilités respectives ont été définies.

L'une des recommandations de la formation en genre et du débat était la mise en place d'un système de suivi des inégalités entre hommes et femmes pendant les campagnes de production de sésame. Dès lors, une enquête a été réalisée sur les inégalités de genre auprès d'un échantillon de 210 personnes (15 femmes et 15 hommes par commune, dans les sept communes concernées par le projet) lors de la première campagne du sésame en 2010. Cette enquête a permis de renforcer le système d'information, de suivi et de capitalisation en matière de lutte contre les inégalités.



L'objectif visé était la création d'une base de données permanente sur les inégalités de genre dans les familles adhérentes, dans le fonctionnement de la coopérative et dans l'impact des actions collectives dans la vie des femmes bénéficiaires. Conçue pour détecter et lever les obstacles à l'autonomisation des femmes, la base de données devrait permettre l'émergence de dispositifs nouveaux applicables à l'ensemble des activités de la coopérative. Le rapport de l'enquête est en cours de validation.

La suite du processus prévoit la capitalisation des résultats de l'enquête, la diffusion et la mise en œuvre des recommandations. Cela permettra de renforcer le dispositif de suivi de l'évolution des inégalités de genre du projet à travers la réalisation d'une deuxième enquête genre lors de la campagne prochaine.

Accompagnement en plaidoyer de la Zone Artisanale et Pépinière d'Entreprises de Tenkodogo (ZAPE)

La Pépinière d'Entreprise de Tenkodogo (à 185 km au sud-est de la capitale Ouagadougou) a été mise en place dans le cadre du projet « Zone Artisanale et Pépinière d'Entreprises » (ZAPE). Ce projet appuie les artisans et micro-entrepreneurs par la mise en œuvre d'une formation « mieux gérer mon affaire », un accompagnement individuel et des ateliers thématiques afin d'améliorer leurs activités économiques.

Les artisanes bénéficiaires de la Pépinière travaillent dans la transformation agro-alimentaire. L'analphabétisme et le manque de formation spécifique sont des contraintes importantes. Un programme de renforcement de leurs capacités a été développé par la Pépinière pour les appuyer dans ce sens.

Pourtant, malgré cet accompagnement, les femmes sont confrontées à deux problèmes importants : leur accès à la propriété et au crédit est limité, les conditions de garanties exigées leur étant inaccessibles. Cette situation s'explique par le fait que les femmes ne sont pas propriétaires de biens au sein du ménage, ce qui entraîne l'arrêt de certaines activités génératrices de revenus et empêche d'en initier d'autres. Avec pour résultat un manque de revenu familial qui pourrait être utilisé pour couvrir les frais liés à la santé, l'éducation, etc.

Pour aider les artisanes et leurs familles à sortir de l'extrême pauvreté, la Pépinière a décidé d'entreprendre une action de plaidoyer auprès des institutions de micro-finance afin d'améliorer leur accès au crédit. C'est dans ce cadre que le Réseau Femmes en Action (RFA) a animé une session de formation sur le plaidoyer à l'attention de la cellule technique de la ZAPE, des encadreurs et des artisanes elles-mêmes.

Cette formation avait pour objectif de fournir aux participant-e-s des connaissances pratiques à même de les aider à démarrer une action effective de plaidoyer. A travers cette formation, les participant-e-s ont appris comment cerner le plaidoyer, ils/elles se sont approprié-e-s la méthodologie du plaidoyer et ont travaillé de façon pratique sur l'action de plaidoyer proprement dit. Le concept est désormais bien cerné, la méthodologie est acquise et une esquisse de plan d'action est disponible. A présent, la suite du processus prévoit l'adoption d'un plan d'action par les membres de la Pépinière et sa mise en œuvre sur 12 mois.

Il convient de signaler que la Pépinière compte poursuivre son action d'accompagnement des femmes avec l'appui du RFA. Pour cela, l'animation d'une autre session sur le leadership et l'empowerment des femmes est envisagée prochainement.

✳ **Pour en savoir plus, contacter :**
Réseau Femmes en Action
09 BP 359
Ouagadougou 09
Burkina Faso
infos@femmesenaction.org -
femmesenaction@gmail.com
Tél : +226 50506286

Le Réseau Femmes et Développement (RFA) est l'organisation partenaire de Dimitra au Burkina Faso. Dans ce cadre, l'organisation a assuré la collection d'information pour la base de données Dimitra au pays.



Les participant-e-s de la ZAPE à la formation en plaidoyer.

Maroc – Un métier peu commun pour les femmes : jardinière professionnelle

La société civile a joué un rôle important pour mettre en évidence la situation des femmes au Maroc, et la nécessité de prendre des mesures pour l'améliorer. Pour augmenter les chances des femmes marocaines d'accroître leurs possibilités de participation à la vie économique et sociale, des initiatives ont été entreprises dans le domaine du microcrédit et des activités génératrices de revenu. Voici l'exemple de l'Association Femme Eau et Environnement (AFEE).

Dans les villes marocaines, le métier de jardinier professionnel est traditionnellement réservé aux hommes. Récemment, cette « exclusivité » a été rompue par l'AFEE de Salé, ville voisine de la capitale Rabat. Avec son projet « Femmes Salé pour une ville verte »¹, l'AFEE a donné à dix femmes de la ville l'opportunité de devenir jardinières. Pour ces femmes, dont quatre ont un handicap, il s'agit là d'une occasion pour améliorer leurs conditions de vie difficiles.

Cette expérience pilote a pu voir le jour grâce à l'effort de mobilisation fait par l'AFEE auprès de partenaires locaux, notamment l'Institut de Formation des Techniciens Horticoles Paysagistes (IFTHP). Cet institut a mis à la disposition de l'association un appui technique et pratique, et le matériel de jardinage nécessaire (un tunnel de production des plantes et des serres).

Une formation théorique et pratique

En plus des techniques du métier, les dix femmes ont appris à valoriser les déchets végétaux et à préserver l'environnement. L'AFEE a mis en œuvre un plan de renforcement théorique et pratique sur le jardinage, en organisant des séances de formation théorique, un stage pratique, des visites de sites à intérêt écologique et un appui pour s'organiser en coopérative.

Témoignage – Malika Bourzouk

« Avant, je travaillais dans le domaine du textile et je gagnais 300 dirhams (30 €) par mois. J'ai intégré le projet de jardinage parce que j'avais des connaissances dans ce domaine, que j'ai pu développer pour en faire un métier. Le projet, pour moi, a été une opportunité en or pour la maîtrise des techniques de jardinage, et ce grâce aux cours dont on a bénéficié tout au long du projet. Je me sens maintenant plus que jamais capable de faire la plantation, la semence, le marcottage, le désherbage, d'utiliser la tondeuse gazon... »

Avec les autres femmes du projet, on s'est occupées des espaces verts des hôpitaux, des écoles, des jardins publics, de villas et autres. L'AFEE est toujours à nos côtés pour nous appuyer, même après la fin du projet. Grâce au projet, ma situation s'est beaucoup améliorée. Je gagne aujourd'hui entre 60 et 100 dirhams par jour (entre 180€ et 300€ par mois). »

Les formations ont porté sur les techniques de production de plantes d'ornement en pépinière. Les visites de sites écologiques avaient pour objectif de sensibiliser les femmes sur l'importance de la préservation de la diversité biologique. L'organisation des femmes en coopérative assurera la pérennité du projet.

Sur le plan pratique, un stage en jardinage de six mois a été organisé et a porté essentiellement sur deux volets :

- 1) la tenue d'une pépinière et les techniques de production de végétaux d'ornement ;
- 2) l'entretien des jardins, avec, entre autres, les techniques de tonte de gazon, le désherbage (chimique et manuel), la fertilisation organique et minérale et l'opération de préparation du sol. Une attention particulière a été accordée à la valorisation des déchets verts.

Au cours de leur stage, les dix femmes apprenties « jardinières » ont été réparties en deux groupes de cinq assurant ainsi une présence permanente et alternée en pépinière et dans le jardin. Leur encadrement a été assuré par deux ingénieurs et trois techniciens horticoles paysagistes de l'IFTHP.

Par ailleurs, pour leur sensibilisation aux problèmes de la protection de l'environnement, les participantes ont bénéficié de plusieurs visites à des sites d'intérêt écologique, floral et faunistique. Ainsi, des visites ont été effectuées tous les deux mois aux Jardins exotiques de Bouknadel (jardin botanique à 20 km de Rabat, où une flore exotique des différentes régions du monde peut être observée), au Centre d'éducation environnementale de Sidi Boughaba, et au Musée écologique de Sidi Aamira dans la forêt de Maamora (écosystème forestier).

Défi important : la durabilité du projet

Pérenniser le projet est un défi qui reste à relever par ces femmes et par l'association qui les encadre. Pour atteindre cet objectif, plusieurs mesures ont été prises, notamment l'organisation des femmes en coopérative et une garantie d'un accès au marché (plusieurs administrations publiques se sont engagées à passer



commande auprès des femmes).

Ces femmes ne sont maintenant que neuf, car l'une d'elles vient malheureusement de décéder. Elles assurent actuellement l'entretien d'espaces verts d'administrations publiques. Et grâce à un appui de l'Etat, elles ont entrepris des démarches pour se constituer en coopérative. Elles aspirent désormais à avoir leurs propres serres pour faire pousser des plantes. La pérennité du projet, comme tout autre projet générateur de revenus au profit de femmes en situation précaire, dépend de la capacité de ces mêmes femmes à profiter de l'appui et de l'encadrement fournis, à gagner confiance en elles, à être suffisamment indépendantes de l'association qui les a appuyées, et à avoir un accès minimum au marché.

Une chose est sûre : ce projet a permis à ces femmes d'apprendre toutes les techniques de jardinage, de plantation et d'aménagement d'espaces verts, et d'avoir un diplôme reconnaissant leurs compétences.

✳ Pour des informations supplémentaires, contacter :
AFEE, Association Femme Eau Environnement
Centre Socio-éducatif de Développement des Compétences des Jeunes
Boulevard Abi Baker Seddik N° 24, Secteur 211 D,
Hay Rahma Tabriquet
Salé - Maroc

¹ Ce projet est l'un des résultats d'un atelier sur l'identification d'idées de projets innovants, organisé par l'Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED) en 2007, dans le cadre de son projet « Handicap et Développement local – Salé » en partenariat avec Handicap International.

Emploi rural décent : une voie pour sortir de la pauvreté

Le manque de données et d'analyses concernant la parité hommes-femmes en matière d'emploi rural constitue souvent un frein pour les responsables politiques et les chargé(e)s de recherche qui tentent de répartir plus efficacement les investissements. Reconnaisant la nécessité d'améliorer l'information, la FAO, le FIDA et l'OIT ont organisé un atelier pour mettre en commun les connaissances existantes sur la question, avec un accent sur les bonnes pratiques ayant permis d'aborder les inégalités entre les sexes par le biais de politiques nationales. Un rapport a été publié à l'issue de l'atelier, intitulé « Gender dimensions of agricultural and rural employment: differentiated pathways out of poverty » (Le genre et l'emploi agricole et rural : des voies différenciées pour sortir de la pauvreté).

Quelque 70% des pauvres du monde entier habitent en zone rurale. Les communautés rurales vivent généralement de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de l'élevage. De nombreux travailleurs ruraux demeurent pauvres car ils perçoivent des salaires faibles, vivent et travaillent dans des conditions précaires, sont exposés aux risques sanitaires et à d'autres chocs et ont peu accès aux mécanismes permettant de faire face aux problèmes éventuels, comme l'assurance ou l'aide sociale. La création d'emplois décents est l'un des principaux vecteurs d'amélioration du niveau de vie des populations rurales – en particulier des femmes. Celles-ci sont plus que désavantagées en raison de normes culturelles, d'un accès limité aux ressources de production et de responsabilités domestiques demandant beaucoup de temps.

Les femmes et hommes ruraux ont toujours eu des expériences professionnelles très différentes. Traditionnellement, les femmes produisent des cultures de subsistance, s'occupent des petits animaux d'élevage et des activités de commercialisation, tout en assurant des responsabilités familiales et leur rôle en matière de procréation. Les hommes, quant à eux, sont plutôt chargés des activités liées aux cultures commerciales et à l'élevage de gros animaux. Les femmes travaillent souvent dans le secteur informel et, bien plus que les hommes, occupent des emplois sous qualifiés dans des conditions précaires, notamment des emplois dans lesquels leurs droits ne sont pas respectés. De plus, elles perçoivent généralement des salaires plus faibles et, au total, travaillent davantage d'heures en raison de leurs responsabilités familiales. En outre, elles sont présentes dans moins de secteurs que les hommes. Il leur est donc plus difficile d'obtenir des emplois plus intéressants lorsque des opportunités professionnelles apparaissent. Les femmes rurales se heurtent à de nombreux obstacles qui entravent leur accès à des emplois décents. Des normes sociales établissent que les travaux domestiques non rémunérés relèvent de leur responsabilité. Cette charge de travail, à laquelle s'ajoutent le manque d'infrastructures, comme l'eau courante, les cuisinières à bon rendement énergétique et l'élec-

tricité, laisse moins de temps aux femmes pour s'engager dans des activités rémunératrices.

Ces normes sociales, et parfois même la législation, empêchent aussi les femmes d'avoir accès à un certain nombre de biens, y compris la propriété et le droit fonciers, le cheptel, les infrastructures, l'éducation, le crédit et la technologie. En

outre, elles sont sous-représentées dans les organes de prise de décision comme les associations paysannes et ont généralement moins voix au chapitre que les hommes dans les décisions concernant le foyer.

Le fait de ne pas offrir les mêmes opportunités aux femmes en matière d'emploi constitue une violation de leurs droits humains. De multiples raisons justifient la pertinence économique des politiques tenant compte de la spécificité des sexes en matière d'emploi.

Lorsque des politiques sociales et économiques garantissant l'égalité hommes-femmes sont mises en place, la contribution potentielle des femmes à l'amélioration des moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de leur famille et de leur communauté est considérable. Il est prouvé que, lorsque les femmes bénéficient d'une meilleure éducation et d'un revenu plus élevé, les investissements du ménage dans la nutrition, la santé et l'éducation des enfants augmentent, ce qui garantit un meilleur avenir à ces derniers ainsi qu'aux générations suivantes. De plus, cela réduit la probabilité que les enfants soient contraints de travailler pour aider leur famille plutôt que d'aller à l'école alors qu'aujourd'hui, 215 millions de garçons et de filles de 5 à 17 ans travaillent dans le monde. Enfin, l'égalité entre hommes et femmes en matière d'emploi contribue au développement socio économique durable et global à l'échelle nationale.

Pour créer de meilleures opportunités pro-



fessionnelles décents pour les femmes et les hommes ruraux, il est nécessaire de favoriser la croissance rurale durable, d'élargir la protection sociale à toutes les catégories de travailleurs ruraux et de promouvoir des institutions rurales représentant de manière équitable les intérêts des femmes et des hommes. Pour supprimer la disparité entre les sexes dans l'accès aux emplois décents, les gouvernements doivent améliorer l'accès des femmes aux biens publics, aux services sociaux ainsi qu'aux infrastructures à faible coefficient de main-d'œuvre. Des politiques doivent être élaborées afin d'améliorer le contrôle des terres par les femmes (par exemple, grâce à l'attribution de titres de propriétés conjoints et à des programmes de réforme foncière) et afin qu'elles puissent accéder plus facilement aux financements, aux informations relatives aux marchés et aux technologies. Des programmes doivent également être mis en œuvre afin d'assurer que les filles et les femmes reçoivent le même niveau d'éducation et de formation que les garçons et les hommes. Enfin, les organisations de femmes doivent être soutenues et promues.

✳ Pour télécharger le rapport intégral (en anglais) :
www.fao.org/docrep/013/i1638e/i1638e00.htm

✳ Pour de plus amples informations, consultez
le site genre de la FAO :
www.fao.org/gender/fr

Vers la sécurité alimentaire : Réduire le fossé hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture et de l'emploi rural

Dans l'édition 2010-2011 de La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA), rapport phare de la FAO, on estime que les gains de production résultant de l'élimination des disparités entre les sexes en matière d'agriculture et d'emploi rural dans les pays en développement pourraient conduire à une réduction de 12 à 17% du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde – soit de 100 à 150 millions de personnes. Cela constituerait un progrès significatif vers la concrétisation de la sécurité alimentaire mondiale.



L'agriculture a un rôle central dans la sécurité alimentaire et la croissance économique mondiale. Les gouvernements et les donateurs se sont fermement engagés dans des efforts visant à la

revitaliser dans les régions en développement. Pourtant, les performances de ce secteur demeurent insuffisantes et l'une des raisons est en rapport direct avec la productivité des femmes dans ces régions, qui est limitée par leur faible accès aux ressources et aux opportunités.

Les femmes contribuent de manière significative à l'agriculture et aux entreprises rurales en tant qu'exploitantes, ouvrières et entrepreneuses. Elles représentent 43% de la main-d'œuvre agricole des pays en développement, à savoir environ 20% en Amérique et près de 50% en Asie de l'Est et du Sud-est, ainsi qu'en Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble des régions, les femmes se heurtent à des contraintes qui limitent leur capacité à contribuer à la production agricole. Cela a des répercussions non seulement sur leur bien-être et celui de leur famille, mais aussi sur l'économie au sens large, réduisant ainsi les chances d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement sur la sécurité alimentaire mondiale (OMD 1).

Les disparités entre les sexes dans l'accès aux avoirs productifs est imputable en grande partie

aux normes sociales. En effet, les pratiques coutumières restreignent souvent la capacité des femmes à posséder ou à exploiter des terres. En outre, les animaux servant aux travaux agricoles appartiennent, pour la plupart, aux hommes. Enfin, les femmes ont moins accès à l'éducation et au crédit. Tous ces facteurs limitent leur capacité à adopter les nouvelles technologies, à investir dans des équipements et des intrants comme des engrais et des semences améliorées, à tirer parti des services de vulgarisation et à participer à des activités agricoles modernes à valeur élevée. Par ailleurs, les obligations familiales qui leur incombent traditionnellement réduisent le temps qu'elles peuvent consacrer à des activités de production.

Par conséquent, dans les pays en développement, le rendement des exploitantes agricoles est de 20 à 30% inférieur à celui de leurs homologues masculins. De nombreux éléments confirment que les femmes sont pourtant aussi compétentes que les hommes en matière d'agriculture. Les résultats s'expliquent donc uniquement par l'inégalité d'accès aux intrants de production. Si on donnait aux femmes les moyens d'atteindre les mêmes rendements que les hommes, la production agricole des pays en développement augmenterait de 2,5 à 4%.

Actuellement, 925 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde. Des gains de production de l'ampleur évoquée pourraient réduire ce nombre de 12 à 17%, soit de 100 à 150 millions de personnes, ce qui constituerait une

importante progression vers la réalisation de l'OMD 1.

Il n'existe pas de recette pour éliminer les disparités en matière d'agriculture et d'emploi rural. Toutefois, quelques principes de base sont universels : les gouvernements, la communauté internationale, la société civile et le secteur privé peuvent s'associer pour supprimer les dispositions juridiques discriminatoires à l'égard des femmes, renforcer les investissements dans des technologies à faible coefficient de main-d'œuvre et des services publics permettant d'alléger la charge domestique des femmes, mettre en place des institutions rurales et faire en sorte qu'elles tiennent compte de la spécificité des sexes, renforcer le capital humain constitué par les femmes et les filles, améliorer la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe, veiller à ce que les politiques et programmes agricoles intègrent les questions de genre, et permettre aux femmes de faire entendre leurs voix en tant que partenaires d'égale importance dans le domaine du développement durable.

* La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement www.fao.org/publications/sofa/fr

* Pour de plus amples informations, consultez le site genre de la FAO : www.fao.org/gender/fr

☉ Modules de Guide de l'animateur des Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes

FAO, décembre 2010

Deux nouveaux modules de Guide de l'animateur JFFLS (Junior Farmer Field and Life Schools) ont été publiés (en anglais seulement). Ils présentent des exemples concrets de l'approche multidisciplinaire qui forme la base du programme JFFLS.

Le module consacré à la **prévention du travail des enfants dans l'agriculture** fournit des exercices et des informations en vue d'intégrer la prévention du travail des enfants dans les cursus des JFFLS. L'une des principales stratégies auxquelles l'Organisation internationale du travail (OIT) a recours pour empêcher le travail des enfants est la sensibilisation sur le travail des enfants et ses effets néfastes. Ce module propose un ensemble d'exercices qui peuvent être pratiqués au sein des JFFLS, la plupart d'entre eux étant expressément destinés aux élèves des JFFLS, alors que d'autres ont été spécifiquement conçus dans le but d'impliquer les parents et les tuteurs des enfants.

Le module consacré au sujet des **droits fonciers et de propriété** contribue à l'approche des JFFLS en aidant les élèves à acquérir les connaissances, les aptitudes et les valeurs dont ils ont besoin pour construire leur avenir, en particulier s'agissant de connaître et de protéger leurs droits fonciers et de propriété, leurs droits fondamentaux et les droits d'autrui. Ainsi, les participants aux JFFLS pourront contribuer à édifier une culture des droits au sein de leur communauté et de leur environnement respectif. La sécurité des droits de propriété est au centre de tout effort lié aux questions de l'inégalité, de la pauvreté, de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, et du développement durable en général. Le programme JFFLS, et notamment son élément portant sur les compétences de vie, représente un excellent canal pour présenter aux jeunes le thème des droits fonciers et de propriété. L'apprentissage de ces droits aidera les élèves à comprendre les incidences de l'inégalité hommes-femmes dans le domaine des droits fonciers et de propriété sur les conditions de vie et la sécurité alimentaire des personnes, et le rôle que ces droits peuvent jouer pour construire et améliorer les conditions de vie et pour réduire la pauvreté.

* Pour de plus amples informations au sujet des JFFLS : www.fao-ilo.org/fao-ilo-youth/fao-ilo-jffls/fr



Ressources

SITES INTERNET

☉ FAO – Calendrier cultural

Le Calendrier cultural de la FAO fournit des informations au sujet des semences et des saisons de plantation, ainsi que des pratiques agronomiques, relatives aux cultures pratiquées par les agriculteurs d'une zone agro-écologique bien spécifique. La base de données du Calendrier cultural couvre actuellement 43 pays africains et contient des informations concernant plus de 130 cultures situées dans 283 zones agro-écologiques. Il s'agit d'un outil élaboré pour aider les agriculteurs, les animateurs, la société civile et le secteur privé à accéder à des semences de qualité pour des variétés spécifiques de cultures, et à rendre celles-ci disponibles pour une zone agro-écologique particulière à la saison appropriée des semis et des plantations.

www.fao.org/agriculture/seed/cropcalendar

☉ Land Portal - le portail d'accès à l'information sur la terre, une passerelle vers les informations agricoles

Le «Land Portal», proposé par la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) offre une plate-forme facile d'accès et d'utilisation destinée à partager les informations relatives à la terre, à suivre les tendances et à identifier les lacunes en matière d'informations, et ce en vue de promouvoir une gouvernance efficace et durable des terres agricoles. Le partenariat est ouvert à d'autres organisations à visée agricole souhaitant participer activement au développement du Land Portal.

www.landportal.info

☉ Centre virtuel de connaissances pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles

L'objectif premier de cette ressource en ligne consiste à encourager et à soutenir une programmation empirique destinée à concevoir, mettre en œuvre, surveiller et évaluer de manière plus efficace et plus efficiente les initiatives visant à empêcher les violences à l'égard des femmes et des filles, et à réagir à ces violences. Le Centre assure cette mission en mettant à disposition des outils et du matériel montrant les démarches à suivre pour aborder la question. Il fait appel à des recommandations d'experts, à des évaluations des politiques et des programmes, et s'inspire de manière fondamentale de l'expérience des praticiens du monde entier.

www.endvawnow.org/jfr



© Federica Mattioli

Note: Most of the publications mentioned here are available on-line for free (unless otherwise specified).

Most web links are too long to provide in their entirety. If the publications are hard to find on the organisations' websites, it usually suffices to do a google search.

FORMATION

☉ Communicating for Food Security Communiquer pour la sécurité alimentaire

Ce cours gratuit en ligne de la FAO peut être téléchargé, suivi en ligne, ou commandé sur CD-ROM. Du matériel de formation en face-à-face est également disponible. Le cours apporte des conseils sur la manière de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie de communication en matière de sécurité alimentaire. En utilisant plusieurs exemples réalistes, il illustre les différents éléments d'une stratégie de communication et fournit des lignes directrices concrètes et détaillées concernant la façon de communiquer par l'intermédiaire des médias et de présenter les informations aux décideurs politiques afin d'influer sur le processus d'élaboration des politiques. Ce cours est actuellement disponible en anglais; d'autres versions linguistiques sont d'ores et déjà prévues.

Le cours comporte trois unités: définir votre stratégie de communication; travailler avec les médias; communiquer avec les décideurs politiques.

www.foodsec.org (Centre d'apprentissage > Cours)

PUBLICATIONS

☉ Femmes et radio au Maghreb

Dans le cadre de sa stratégie 2010-2013 pour promouvoir l'égalité de genre dans les médias des pays du Maghreb, le Bureau de l'UNESCO à Rabat publie un nouveau guide conçu pour aider les propriétaires, dirigeants et producteurs de radio à créer du contenu visant à améliorer la représentation des femmes et à lutter contre les stéréotypes sexistes à la radio.

UNESCO, octobre 2010
www.unesco.org

☉ Fertile Ground. How governments and donors can halve hunger by supporting small farmers Terrain fertile. Comment les gouvernements et les donateurs peuvent réduire de moitié le problème de la faim en soutenant les petits agriculteurs

L'autonomisation des agriculteurs locaux afin que ceux-ci puissent produire davantage d'aliments pour les marchés locaux constitue le fondement de la sécurité alimentaire mondiale. Les petits agriculteurs, surtout des femmes, cultivent 90% des aliments en Afrique et produisent environ la moitié des disponibilités alimentaires de la planète. Ils sont déterminés, pleins de ressources et incroyablement travailleurs. Si on leur donnait une chance, les petits agriculteurs pourraient bien trouver une issue à la pauvreté et à la faim.

Action Aid, avril 2010
www.actionaid.org.uk

☉ GEMS Toolkit. Gender mainstreaming strategies in decent work promotion: Programming tool Trousse à outils GEMS. Stratégies d'intégration de l'égalité entre hommes et femmes dans la promotion du travail décent: outils de programmation

La trousse à outils GEMS contient 12 outils pratiques destinés à faciliter la mise en œuvre des stratégies d'intégration de l'égalité entre hommes et femmes au sein des organisations, des politiques, des programmes et des projets. Cette trousse à outils est destinée à diffuser les connaissances, les compétences et les outils auprès des membres et partenaires de l'OIT en ce qui concerne:

- la réalisation d'une analyse de leur travail et de leur organisation en fonction du genre;
- l'intégration de l'égalité entre hommes et femmes au sein des politiques, des programmes et des projets;
- la réalisation d'actions spécifiques sensibles au genre destinées à remédier aux inégalités.

En plus de la trousse à outils complète (87 pages), il existe aussi une fiche technique de 24 pages intitulée «GEMS toolkit in brief».

OIT, 2010
www.ilo.org

☉ **GenARDIS 2002-2010: Des petites subventions qui ont transformé la vie des agricultrices**

Ce livre décrit de quelle manière l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication affecte les hommes et les femmes rurales, et améliore la production et les conditions de vie agricoles. Plusieurs exemples sont fournis, comme la manière dont les femmes surmontent leur crainte des TIC et brisent le silence en RDC.

APC, 2010
www.apc.org

☉ **Gender, Climate Change and Community Based Adaptation Guidebook**

Genre, changement climatique et guide d'adaptation à base communautaire

Ce Guide fournit des recommandations sur la façon de concevoir des projets et des programmes à base communautaire et sensibles au genre. Il est très riche en expériences et exemples repris du Programme d'adaptation à base communautaire PNUD-FME, en cours de pilotage dans le monde entier. Il présente également des enseignements tirés de nombreuses années de fonctionnement du Programme des petites subventions du FME dans plus de 122 pays. Le Guide sera particulièrement utile pour les organisations communautaires, les organisations non gouvernementales, les gouvernements, les organismes de développement et les autres agents de développement communautaires qui pourraient souhaiter examiner des réussites d'intégration de l'égalité hommes-femmes dans les projets d'adaptation à base communautaire.

PNUD, juillet 2010 (69 pages)
www.undp.org/climatechange/gender.shtml

☉ **Gender in Water and Sanitation**
Le genre dans les questions d'eau et d'assainissement

Cette publication présente, sous forme résumé, les approches visant à remédier aux inégalités entre hommes et femmes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Il s'agit d'un document de travail puisque le Water and Sanitation Program (WSP, Programme pour l'eau et l'assainissement) et ses partenaires continuent d'explorer et de documenter les pratiques qui émergent sur le terrain. L'étude est destinée à être consultée facilement par les ministères de ce secteur, les donateurs, les citoyens, les banques de développement, les ONG ainsi que les prestataires de services des domaines de l'eau et de l'assainissement qui s'engagent en faveur de l'intégration de l'égalité entre hommes et femmes dans le secteur. L'illustration des bonnes pratiques et les check-lists sont deux caractéristiques essentielles de cette étude.

Banque mondiale & WSP, novembre 2010 (37 pages)
www.wsp.org

☉ **Learning AgriCultures. Insights from sustainable small-scale farming**
Les enseignements de l'agriculture durable à petite échelle

La série « Learning AgriCultures », qui comprend sept modules, cherche à rendre plus compréhensible l'agriculture à petite échelle (familiale) et comment celle-ci peut acquérir un caractère plus durable. Chaque module comporte trois blocs d'apprentissage, qui examinent chacun un thème selon

la perspective: 1) de la ferme, 2) des problèmes liés au contexte plus général affectant l'agriculture, et enfin 3) de l'approche de développement durable et des questions de gouvernance. Ces blocs d'apprentissage sont suivis d'une rubrique de documentation en appui. Les éducateurs ont le choix entre des cas pratiques (principalement tirés de 25 années d'articles conservés dans les archives de l'ILEIA), des exercices, des jeux, des photos et des vidéos, ainsi que d'autres références (livres gratuits et sites internet) pour compléter leurs cours. Un glossaire de termes difficiles, mais aussi des dessins et des graphiques, aident à expliquer chaque concept. À travers des questions suggérées, des exemples pratiques venant du monde entier, et différents types de ressources, les éducateurs peuvent définir le plan de leurs leçons en choisissant ce qui est pertinent pour leur propre contexte régional.

www.agriculturesnetwork.org/resources/learning

☉ **Planting the Knowledge Seed. Adapting to climate change using ICTs**

Planter la semence de la connaissance. S'adapter au changement climatique en utilisant les TIC

Cette publication explore les liens pratiques entre changement climatique, accès à l'information et à la connaissance et partage de celles-ci, communication destinée au développement, et technologies de l'information et de la communication en général. Plus spécifiquement, elle examine de quelle manière les outils quotidiens d'information et de communication tels que les radios, les téléphones mobiles, les ordinateurs personnels, Internet et les médias interactifs peuvent contribuer à réduire les risques liés au changement climatique auquel les segments les plus vulnérables du « village global » se voient confrontés, et ce en proposant l'accès à des informations adéquates et à des connaissances critiques, et en assurant leur partage. Le public cible de cette publication n'est pas composé d'experts des TIC ou du changement climatique, mais plutôt d'agents de développement et de décideurs politiques en général: en d'autres termes, ceux qui devront faire face à la nécessité d'interpréter les exigences du changement climatique, et d'appliquer celles-ci à leur travail dans le contexte des possibilités permises par les TIC.

Building Communication Opportunities Alliance,
septembre 2009 (57 pages)
www.apc.org

☉ **Responsible governance of land tenure: an essential factor for the realization of the right to food**

Une gouvernance responsable de la propriété foncière: un facteur essentiel pour la réalisation du droit à l'alimentation

Ce document de travail souligne que le droit à l'alimentation est un des principaux objectifs des politiques publiques dans le domaine du développement économique et social. La réalisation de cet objectif dépend de l'efficacité de la gouvernance responsable des terres et d'autres ressources naturelles. L'importance des terres réside dans le fait qu'elles représentent souvent un lien direct avec l'identité culturelle, tout en constituant la source première de production et de subsistance alimentaires. Étant donné que le régime foncier et les systèmes administratifs déterminent qui peut exercer, et à quelles conditions, les droits de propriété et

d'utilisation d'une ressource aussi précieuse, il est fondamental d'analyser la pertinence du régime foncier à la lumière de ses incidences sur la réalisation du droit à l'alimentation.

FAO, Régime foncier, Document de travail 15, mai 2010
www.fao.org

☉ **Garantir l'accès des femmes à la terre: relier recherche et action**

Cette boîte à outils se base sur le matériel mis au point dans le cadre du projet ILC en Afrique de l'Est et en Afrique australe, mis en œuvre de 2007 à 2010 et intitulé « Garantir l'accès des femmes à la terre: relier recherche et action ». Au cœur de ce projet se trouvent les recherches action effectuées par des partenaires de sept pays, dont les résultats ont été exploités dans le cadre d'activités de plaidoyer. Les activités de renforcement des capacités des partenaires ont compris des ateliers de plaidoyer sur lesquels cette boîte à outils se base. Cette boîte à outils se divise en deux sections: l'une consacrée à la planification des activités de plaidoyer, et l'autre aux outils. Dans le but de faciliter les activités de plaidoyer des petites organisations disposant de fonds limités, cette boîte à outils a été conçue de sorte à ne pas exiger des ressources financières, mais en se concentrant sur la sensibilisation des médias et sur le lobbying.

ILC, 2011 (31 pages, en anglais, français et espagnol)
www.landcoalition.org

☉ **The World's Women 2010: Trends and Statistics**
Les femmes dans le monde en 2010: tendances et statistiques

Ce rapport montre les progrès accomplis vers l'égalité entre hommes et femmes dans certains domaines, tels que la scolarisation, la santé et la participation économique. Il souligne le fait qu'il conviendrait d'en faire beaucoup plus pour combler le fossé entre hommes et femmes dans des domaines cruciaux tels que l'autonomisation ou la prise de décisions, ainsi que dans celui des violences à l'égard des femmes.

Nations Unies, 2010
<http://unstats.un.org>

☉ **Ressources UNIFEM relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité**

Cette collection de documents UNIFEM rassemble un corpus considérable de travaux analytiques ou de plaidoyers entrepris au cours des cinq dernières années, ancré dans une programmation qui a aidé à faire progresser la cause des femmes, de la paix et de la sécurité, dans le domaine politique comme dans la pratique. La collection comprend des documents concernant les questions de genre dans les domaines de l'alerte précoce, des processus de paix, du maintien de la paix, de la planification et du financement d'après-conflit, et de la justice de transition. En même temps, les documents de cette collection décrivent une série d'efforts en cours visant à renforcer la capacité des Nations Unies à promouvoir la paix et à prévenir les violences.

UNIFEM (faisant partie d'ONU Femmes), 2010 (349 pages)
www.unifem.org/materials